

L'AUTEUR AVAIT DÉJÀ ÉTÉ
CONDAMNÉ POUR
TENTATIVE D'HOMICIDE À
L'ENCONTRE DE MIGRANTS

**Trois morts et
trois blessés
dans une
fusillade à Paris**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
P 16 Vendredi 23 - samedi 24 décembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5723 - 19^e année

**LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À PROPOS
DES FONDS DÉTOURNÉS :**

« 20 milliards de dollars récupérés »

NATIONAL

- ▶ **Pouvoir d'achat : des salaires toujours élevés**
- ▶ **Second mandat ? C'est encore trop tôt pour en parler**

INTERNATIONAL

- ▶ **Aucune médiation avec le Maroc**
- ▶ **L'Algérie se rapproche des BRICS**
- ▶ **2023, l'année de la renaissance de l'OLP**

LIRE EN PAGES 2, 3 & 4

**MADRID ET RABAT
FACE AU DRAME
DE MÉLILLA**



**Un nouveau
rapport
accablant
dévoilé
aujourd'hui**

P 16

**ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE
CONTINENTALE AFRICAINE**

**Un marché
de 3 000
milliards USD**

P 5

**EXTENSION DU MÉTRO
D'ALGER**

**Beldjoud
dévoile de
plus amples
détails**

P 6

AIR ALGÉRIE



**Perturbation
des vols
de et vers
Londres**

P 16

**HIPPODROME ABDELMADJID
AOUCHICHE - ALGER,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**



**Tout droit
vers
une deuxième
cagnotte**

P 14

CINGLANT DÉMENTI DU PRÉSIDENT

« Il n'y a aucune médiation avec le Maroc »

« Il n'y a aucune médiation avec le Maroc et si tel était le cas, le peuple algérien aurait été informé », a indiqué le président, Abdelmadjid Tebboune.

Intervenant dans le cadre des rencontres périodiques avec la presse nationale, il a apporté un cinglant démenti aux allégations de certains médias qui, probablement par le truchement du Makhzen, ont prétendu l'existence d'une médiation saoudienne puis jordanienne entre l'Algérie et le Maroc pour la reprise des exportations de gaz vers l'Europe à travers le gazoduc Medgaz et le rétablissement de leurs relations bilatérales.

Il y a quelques mois, avant la tenue du sommet de la Ligue arabe du 1^{er} novembre à Alger, la presse marocaine et certains médias étrangers avaient fait état d'une médiation saoudienne entre l'Algérie et le Maroc pour le rétablissement de leurs relations bilatérales. Ces allégations avaient été vite démenties par le ministre des Affaires étrangères qui avait nié l'existence d'une telle initiative tout en rappelant que la décision de l'Algérie de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc est souveraine et en précisant qu'elle est la conséquence de gestes et d'actes hostiles et belliqueux de Rabat.

Cette précision venant de la part d'une voix autorisée et responsable (le chef de la diplomatie algérienne ndlr), ne semble pas avoir refroidi les velléités du Makhzen qui est revenu à la charge à l'occasion de la dernière visite du roi de Jordanie en Algérie. Ce que feignent d'ignorer les responsables marocains est qu'ils sont à l'origine de la



PHS : DR

brouille qui existe avec leur voisin de l'Est. Ils ont eu des attitudes, assimilables à des actes de guerre ce qui constitue un déni des principes des relations fraternelles et de bons voisinage.

Et si on suivait le raisonnement des relais du Makhzen, la médiation d'une tierce partie laisserait supposer l'ouverture de négociations, mais pour négocier quoi au juste? L'Algérie n'est pas partie prenante du conflit du Sahara occidental et les parties qui devraient négocier l'arrêt des hostilités et la mise en branle d'un processus de décolonisation, le Maroc et le front Polisario, sont identifiés conformément aux résolutions de la communauté internationale. Emporté dans sa logique d'hostilité, le Maroc a sous-estimé les conséquences de la réaction de l'Algérie.

Aujourd'hui, le Makhzen paye le prix de ses errements aussi bien sur le plan interne qu'à l'international.

Les scandales qui frappent ses institutions et ses hauts responsables ne sont rien d'autres par rapport à la fronde sociale qui couve et qui pourrait faire vaciller les fondements du royaume. Le Maroc ne passera pas l'hiver au chaud et il pourra toujours mener des campagnes de désinformation qui n'emmèneront jamais l'Algérie à négocier avec lui le rétablissement de ses relations diplomatiques. Le chef de la diplomatie nationale, Ramtane Lamamra l'avait annoncé, et le président de la République, Abdelmadjid Tebboune l'a rappelé à l'occasion de sa rencontre avec les représentants de la presse nationale.

Slimane B.

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le Président parle de « parasitage »

Évoquant la politique énergétique de l'Algérie dans son volet exportation vers l'Europe, le président Abdelmadjid Tebboune a révélé que le projet du gazoduc transsaharien reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, "fait face à du parasitage". La phase d'étude est presque terminée, et certaines parties de projet ont même été réalisées, a-t-il fait savoir. Il a également indiqué que l'Algérie a convenu avec le Niger pour prendre en charge la réalisation du tronçon du gazoduc qui relie le Nigeria à la frontière algérienne. Le président Tebboune répondait, à une question concernant ce projet d'envergure, le gazoduc transsaharien (Trans-Saharan Gas Pipeline, TSGP), long de 4128 km, reliant le Nigeria à l'Algérie, considéré comme projet structurant et contribution de notre pays dans la promotion et l'accélération de l'intégration économique régionale, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement régionaux, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il s'agit de connecter le champ gazier de Hassi R'mel, en Algérie, à celui du Nigeria en passant par le Niger, pour relier le marché européen. L'ambassadeur du Nigeria à Alger, Mohammed Mabdul, avait eu à souligner l'avantage écono-



mique du TSGP. « C'est un projet très important qui générerait beaucoup d'argent à la fois pour le Nigeria et les autres pays qui y participent », avait-il déclaré dans un entretien accordé au quotidien nigérian « Punch », cité par l'APS. La réalisation du TSGP confirmera la position de l'Algérie comme acteur mondial majeur dans le domaine gazier, mais aussi comme pays résolument engagé dans le développement économique et social du continent. « Le gazoduc peut être achevé en trois ans et nous pouvons transporter 20 à 30 milliards de mètres cubes de gaz depuis le Nigeria », avait affirmé le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Il avait caractérisé le TSGP comme un exemple de la volonté des trois pays à mettre en place une

infrastructure régionale d'envergure internationale qui soit conforme à leurs objectifs nationaux et à leurs obligations internationales en tant que pays engagés à réduire l'empreinte carbone et sécuriser l'approvisionnement des marchés en gaz naturel. Mohamed Arkab a réitéré l'attachement de l'Algérie à l'aboutissement de ce gazoduc et sa disponibilité à mobiliser "tous les moyens" pour réussir le projet. On sait que le régime marocain est affolé devant les progrès dans la réalisation du TSGP et surtout par les perspectives qu'il offre aux économies des trois pays qu'il traverse - Algérie, Niger et Nigeria - et pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe. Le Maroc, qui tente vainement de lancer un projet concurrent, distille régulière-

ment des informations trompeuses pour faire croire que son projet tient la route et semer le doute sur le TSGP.

Et tout aussi régulièrement, les démentis fusent pour rétablir la réalité des faits. Par sa position géographique proche des marchés de gaz et par son infrastructure énergétique, l'Algérie réunit les conditions exigées pour la réussite d'un tel projet, destiné à approvisionner l'Europe en gaz naturel. L'Algérie est également prête à exporter son excédent de production d'électricité vers l'Europe dans le contexte de la crise énergétique que connaît ce continent. Le président Tebboune l'a affirmé dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux.

Il a rappelé que certains pays européens coupaient l'alimentation en électricité à leurs populations à des tranches horaires définies, dans le cadre des mesures d'austérité énergétique, ce qui constitue une opportunité pour renforcer les exportations énergétiques algériennes. "Tous les moyens sont disponibles pour s'approvisionner en énergie depuis l'Algérie. Même les pays qui n'ont pas de gazoduc peuvent s'approvisionner directement en électricité", a souligné le président Tebboune.

M. R.

CAUSE PALESTINIENNE 2023, l'année de la renaissance de l'OLP

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé jeudi la poursuite de l'action, à partir de 2023, pour la renaissance de l'Organisation de libération palestinienne (OLP) qui restera pour toujours le seul représentant légitime du peuple palestinien.

La président Tebboune a précisé qu'une réunion regroupant tous les responsables palestiniens, toutes obédiences confondues, était prévue fin décembre en cours à Alger, mais « elle a été reportée pour des conditions spéciales liées, selon le président palestinien Mahmoud Abbès, au Nouvel An ». Il a en outre fait savoir que des actions ont été engagées par l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU, pour la mise en œuvre des conclusions du Sommet arabe tenu en novembre dernier à Alger, en vue de soutenir la Palestine à devenir un membre à part entière à l'ONU en 2023.

Tebboune a exprimé, dans ce cadre, son souhait de voir tous les pays arabes épris de paix œuvrer en 2023 avec l'Algérie, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU, pour permettre à la Palestine de « devenir un État à part entière au sein des Nations unies, même s'il est sous l'occupation ». Le président de la République a insisté sur l'engagement sincère de l'Algérie en faveur de la réunification des rangs arabes, soulignant l'existence d'un « dénominateur commun qu'il importe de rechercher ensemble afin de réimposer notre existence. Le monde arabe est puissant » par, cite-t-il, sa démographie, ses capacités humaines, richesses et potentialités naturelles « mais il est divisé, et c'est ce que d'autres exploitent » a précisé le président. « Beaucoup étaient pessimistes quant à la possibilité d'organiser le Sommet arabe en Algérie, mais il a bien eu lieu, et c'était là une victoire pour l'Algérie et pour les pays arabes », a poursuivi le chef de l'État. Le président Tebboune a fait savoir que le Sommet arabe représente un véritable début de la réforme de la Ligue arabe, chose que réclamait l'Algérie et plusieurs pays. Il a donc été convenu de passer à une nouvelle étape qui nécessite l'implication de la jeunesse, ce qui a été souligné lors du Forum intergénérationnel pour le soutien à l'action arabe commune, organisé en septembre dernier à Oran et qui a été marqué par la participation de nombreux jeunes arabes.

S. O.

LE TRAIN DE L'ALGÉRIE NOUVELLE SUR LA BONNE VOIE

Tebboune poursuit son œuvre

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'édification de l'Algérie nouvelle n'est pas encore terminée, rappelant les différentes étapes franchies commençant par la Constitution de 2020.

« Nous avons franchi des pas considérables sur la voie de l'édification de l'Algérie nouvelle, mais nous n'avons pas encore terminé », a-t-il déclaré. Notant dans ce sillage, la « constitutionnalisation, pour la première fois, du mouvement associatif à travers l'Observatoire national de la société civile, l'autorité de la jeunesse à travers la mise en place du Conseil supérieur de la jeunesse, ainsi que la Cour constitutionnelle et de nombreux droits accordés au citoyen ». Le Président a souligné que les dispositions de cette Constitution avaient été traduites par la suite sur le plan institutionnel. Autrement là, un premier pas vers les réformes politiques engagées par le président de la République, dans le cadre d'une vision globale pour une réforme profonde de l'Etat et ses institutions en vue de bâtir une Algérie nouvelle basée sur le droit, la loi, la gouvernance et la démocratie. La création de la Cour constitutionnelle était pour sa part « un saut qualitatif quant à l'expérience de la justice constitutionnelle en Algérie est l'un des acquis les plus importants » qui contribueront à assurer « la pérennité de l'Etat et le bon fonctionnement de ses institutions ainsi que la promotion des droits et des libertés consacrés par la Constitution ». Aussi l'ONSC et le CSJ contribuent de même à la promotion des valeurs nationales, démocratiques, de la conscience



PH : DR

patriotique, de l'esprit civique et de la solidarité sociale. Ainsi il faut savoir que Tebboune avait souligné auparavant que le Conseil supérieur de la jeunesse constitue la dernière étape du processus mis en œuvre pour honorer ses engagements pris devant le peuple, un processus suivi par des élections législatives, puis locales, avec une « nouvelle logique électorale d'une intégrité irréprochable.

L'ASSAINISSEMENT DE LA VIE PUBLIQUE ET POLITIQUE

Par ailleurs, Tebboune a insisté sur l'impératif de procéder à « la moralisation de la vie politique, économique et sociale », affirmant que les efforts se poursuivent pour concrétiser cette démarche à travers l'adoption de textes, dissuasifs au début et appliqués de façon intentionnelle dans le souci d'éviter les injures, la provocation et les mensonges. Affirmant que « toute per-

sonne qui se comportera de façon contraire à l'éthique le paiera cher et que le train qui pendant 30 ans était à la dérive est désormais sur la bonne voie ».

Ainsi, le Chef de l'Etat a réaffirmé son engagement à permettre aux jeunes d'accéder à la vie politique et à lutter « jusqu'à ce qu'ils deviennent à la tête de certaines institutions », relevant que la loi électorale « a ouvert de larges perspectives pour s'éloigner de l'argent en général, car l'argent conduit à l'achat des consciences et à l'inégalité des chances lors des élections ». « Nous avons réussi à réaliser cet objectif à 80%, ce qui a permis aux jeunes d'accéder à l'Assemblée populaire nationale où ils exercent aujourd'hui leurs missions », a affirmé le président de la République, assurant, dans ce sens, que la fraude aux élections a été éradiquée et personne ne peut les remettre en cause.

Sarah Oubraham

L'OPÉRATION D'AUGMENTATION NE S'ARRÊTE PAS EN SI BON CHEMIN Des salaires toujours élevés

Le président Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, ce jeudi, son engagement à poursuivre l'augmentation des salaires des travailleurs et à prendre les mesures nécessaires, l'année prochaine, pour assurer une vie décente aux citoyens. « Nous sommes à la quatrième phase du processus d'augmentation des salaires et nous continuerons à les élever de manière à assurer une vie décente, a-t-il déclaré, soulignant que ce processus doit être accompagné par un contrôle des prix. Tebboune a expliqué, à ce propos, que plusieurs mesures allaient être prises l'année prochaine pour préserver le pouvoir d'achat, maîtriser l'inflation, renforcer la production et contrôler les prix. Affirmant la poursuite de l'augmentation des salaires annuellement jusqu'à ce qu'ils atteignent un seuil particulier, il a rappelé que l'augmentation des salaires et de la valeur du dinar, et la lutte contre la spéculation, constituent un engagement à respecter. « Si la valeur du dinar augmente de 30%, le pouvoir d'achat du citoyen sera renforcé », a-t-il estimé. Le président de la République a également mis en exergue l'impératif de généraliser la numérisation pour pouvoir recenser les familles ayant un seul revenu, soulignant que la numérisation deviendra un jour une réalité et tout sera révélé. Annonçant que l'augmentation des salaires touchera plusieurs catégories, il a indiqué qu'en cas de concrétisation de la numérisation, des chèques seront remis pour permettre au citoyen de vivre dignement. La protection des personnes vulnérables relève de l'équité, a-t-il déclaré.

EMPLOI GARANTI POUR LES DIPLÔMÉS DES ENS

Le président Tebboune s'est engagé, par ailleurs, à garantir un emploi à tout diplômé des Ecoles normales supérieures (ENS), soulignant l'intérêt particulier qu'il accorde à l'Education. Il a précisé, dans ce cadre, que l'Ecole, contrairement à l'Université, garantit de facto un poste de travail à ses diplômés. Après avoir rappelé l'intérêt particulier qu'il accorde à l'enseignement, le président de la République a souligné qu'il ne s'agit pas d'un simple emploi, mais de tout un processus d'éducation de générations, s'engageant par la même à améliorer les conditions socioprofessionnelles de l'enseignant qui ne doit pas être considéré comme simple employé. L'avenir des enseignants contractuels (au nombre de 59.987) du secteur de l'Education dont la décision de titularisation a récemment été prise est officiellement tracé, a-t-il rassuré, affirmant qu'il n'a jamais été question de refuser de recruter les diplômés des ENS. Dans ce contexte, le président Tebboune a rappelé la nécessité de parachever dans les plus brefs délais le projet de loi relatif à l'enseignant, pour lui permettre d'accomplir sa mission dans les meilleures conditions et d'éduquer des générations qui serviront leur pays.

Ania Nch

Relations avec la France, le repositionnement de l'Algérie sur l'échiquier régional et international et un second mandat ...

Développement, modernisation et repositionnement de l'Algérie sur l'échiquier régional et international, tels sont les acquis rendus possibles grâce au président Tebboune. Face à la presse, il a déclaré, d'emblée, « Nous nous efforçons toujours de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et d'augmenter les salaires chaque année, et nous nous engageons à faire en sorte que des postes soient disponibles pour les diplômés des écoles ». Au sujet des fonds pillés, Tebboune a confirmé « la récupération de sommes importantes des fonds pillés », annonçant que « 20 milliards de dollars avaient déjà été recouverts à l'intérieur du pays ». Il a ajouté : « Un jour viendra où la numérisation deviendra une réalité et ce qui a toujours été caché sera enfin révélé. La numérisation doit être généralisée afin que nous puissions compter le nombre de familles qui ont un seul revenu », notant qu'« investir en Algérie n'est pas une aventure, mais plutôt un investissement garanti ». Quant aux relations internationales de l'Algérie, le président de la République a affirmé que « nos relations avec l'Europe

existent et nous travaillerons à les renforcer à l'avenir, et nous irons aussi vers la Russie et la Chine ». Le président Tebboune fait part de l'adhésion de l'Algérie à la cause palestinienne, ajoutant : « Nous sommes avec la Palestine jusqu'à ce qu'elle devienne un État de plein droit au sein des Nations unies ».

L'ALGÉRIE NE RENONCERA PAS AU DOSSIER DE LA MÉMOIRE

Concernant les relations algéro-françaises, le chef de l'Etat a révélé que « le conflit qui opposait l'Algérie à la France pouvait être résolu, mais sans pour autant occulter le dossier mémoire ». Il a ajouté que ce dossier sera traité par tous les moyens modernes, et l'histoire reste l'histoire, car personne ne peut la visiter ». Le président Tebboune a confirmé que certaines personnes ont profité du conflit entre l'Algérie et la France et ont commencé à ternir la réputation de l'Algérie en France et à l'étranger. Il poursuit en disant : « Nous avons 5 millions d'Algériens sur le sol français, et nous ne pouvons pas les négliger », affirmant que l'Algérie « traite normalement avec la

France, mais sur la base d'égal à égal ».

UNE VÉRITABLE INDUSTRIE AUTOMOBILE

Concernant le dossier de l'automobile, le Chef suprême du pays a mis l'accent sur la fabrication, pas sur l'installation. À cet égard, il a affirmé qu'il y a « un grand intérêt du côté italien jusqu'à ce que nous parvenions à l'intégration de l'économie nationale et de l'industrialisation dans la fabrication de voitures, et nous atteindrons, d'ici deux ou trois ans, un rythme entre 30 et 40 %.

Et si nous impliquons l'armée dans ce domaine, nous atteindrons ce pourcentage en moins de temps », a déclaré Tebboune, saluant au passage « la force de l'armée dans le domaine de la fabrication de moteurs, notamment l'allemand Deutz ». Le Président a souligné à cet effet qu'« il ne fallait pas se focaliser uniquement sur la voiture de tourisme, mais sur les tracteurs et camions, qui seront fabriqués avec les Italiens. Les motos Vespa seront également fabriquées avec le partenaire italien, car elles seront fusionnées avec la société de motocyclettes de

Guelma ». Le président Tebboune en a profité pour appeler les investisseurs algériens dans le domaine manufacturier « à bénéficier d'un partenaire étranger pour que nous puissions fabriquer en Algérie ».

« SECOND MANDAT ? C'EST ENCORE TROP TÔT POUR EN PARLER »

En réponse à une question concernant sa candidature à un second mandat présidentiel, le président de la République a déclaré : « Il est encore trop tôt pour parler de ma candidature à un second mandat », poursuivant que « Le moment n'est pas propice pour parler d'un second mandat, et je n'y pense pas maintenant ».

« Nous ne sommes pas au États-Unis pour parler des élections de mi-mandat. Il nous reste plus deux ans pour réaliser les engagements pris et ensuite c'est au peuple de juger », a-t-il ajouté. Ces dernières semaines, rappelons-le, quelques organisations ont lancé des appels au chef de l'État l'invitant à se représenter à un second mandat à l'occasion de la prochaine présidentielle, prévue fin 2024.

Synthèse Hamid Si Ahmed

LE PIB AURA DÉPASSÉ 200 MILLIARDS USD À FIN 2023

L'Algérie se rapproche des BRICS

"C'est lorsque notre produit intérieur brut dépassera les 200 milliards de dollars, que nous pourrons dire que nous sommes proches des BRICS".

Pour le président Abdelmadjid Tebboune, c'est la condition d'entrée dans le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) annoncée pour la fin 2023. Lors de l'entrevue périodique accordée à deux représentants de médias nationaux et diffusée jeudi soir sur les chaînes de Radio et de Télévision nationales, le président Tebboune a indiqué que ce processus exigeait une poursuite des efforts dans les domaines de l'investissement et du développement économique et humain d'une part, et de passer à des niveaux supérieurs d'exportation d'autre part.

L'Algérie est dans la bonne voie, selon les indications qu'il a données : l'augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures n'est plus un simple slogan, mais une réalité sur le terrain ; la Société algérienne des foires et exportations (Safex) s'efforce d'organiser des expositions de produits nationaux dans certains pays africains



Ph: DR

en attendant leur généralisation vers d'autres pays. Côté BRICS, les échos à la candidature de l'Algérie sont favorables de la part de la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud, et le seront aussi certainement de la part du Brésil présidé maintenant par Lula da Silva. Le président Tebboune a déclaré que le travail se poursuivait pour concrétiser l'adhésion aux BRICS avant la fin de l'année 2023, et ce, à travers la présence officielle de l'Algérie à sa réunion. « J'ai participé à distance à une réunion du groupe BRICS, mais la prochaine fois j'espère être présent parmi eux », a-t-il déclaré.

L'adhésion de l'Algérie aux BRICS ouvrira des perspectives prometteuses à l'investissement dans le pays et au partenariat dans les différents domaines économiques, notamment les mines et les infrastructures, a estimé le président Tebboune, soulignant que les BRICS constituent une "base économique solide".

À ce propos, il a cité le projet de train transafricain pour des investissements conjoints avec les pays du Groupe ; l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud sont sollicités en vue de le réaliser. Au début du mois dernier, l'envoyée spéciale chargée des grands par-

tenariats internationaux au ministère des Affaires étrangères, Leila Zerrouki, a indiqué dans le "Forum Radio", que l'Algérie a déposé une candidature officielle pour rejoindre le groupe BRICS. Elle a ajouté : "Nous avons eu l'occasion de participer au dernier sommet du groupe BRICS en Chine, auquel le président algérien a été invité à participer", sachant qu'il s'est tenu fin juin, via la technologie de la visioconférence. Elle a déclaré que ce sommet s'est soldé par une ouverture à l'inclusion d'autres pays dans le groupe, notant que l'Algérie a soumis la

demande et que la Russie et la Chine se sont félicitées de l'adhésion.

L'Algérie n'entrera pas les mains vides chez le Groupe des BRICS, avec notamment 100 milliards de mètres cubes de gaz destinés à l'exportation et un surplus d'électricité à exporter aussi, mais surtout son potentiel en ressources humaines qualifiées et en ressources naturelles encore inexploitées. L'Algérie est en mesure d'apporter de la valeur ajoutée au groupe BRICS. Pour rappel, l'éventualité de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS a été évoquée la première fois par le président Tebboune, fin juillet, lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale. Cette démarche ne porte pas préjudice aux relations avec l'Europe qui sont inévitables pour l'Algérie, comme le sont les relations de l'Europe avec l'Algérie. Dans le même ordre d'idées, évoquant sa visite en Russie en réponse à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine, le président de la République a confirmé qu'il visitera la Russie, puis la Chine.

L'Algérie entretient de bonnes relations avec les pays asiatiques et les pays d'Amérique latine, et ses relations avec l'Europe "existent et seront renforcées davantage", a-t-il ajouté, assurant que les Etats-Unis et l'Inde sont également des pays amis.

M'hamed Rebah

L'ÉTAT TIENT À RÉCUPÉRER SES FONDS VOLÉS OU DETOURNÉS VERS L'ÉTRANGER

20 milliards de dollars déjà dans les caisses

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré, jeudi soir, l'engagement de l'Etat à poursuivre la lutte contre la corruption et à récupérer l'argent détourné en dépit, a-t-il dit, de la « complexité de l'opération », affirmant par la même qu'une partie de cet argent a été déjà récupérée en interne. "Vingt (20) milliards de dollars ont été récupérés à l'intérieur du pays et nous poursuivons l'opération de recouvrement du reste des fonds détournés", a indiqué le chef de l'Etat, précisant que les fonds récupérés feront l'objet d'une autre issue. Dans le même contexte, le chef de l'Etat a fait état de « sommes faramineuses détournées (à l'étranger) en 10 à 12 ans", tout en réaffirmant son engagement à récupérer ces fonds en dépit de la complexité de l'opération.

S'agissant de la coopération avec l'Algérie des pays où il est placé cet argent, et qui sont destinataires de commissions rogatoires dans le but de le récupérer, le premier magistrat du pays a affirmé que "La majorité des pays européens ont prêté la main à l'Algérie à ce sujet et affiché leur disponibilité à coopérer avec elle pour le recouvrement de ces fonds et leur restitution au Trésor de l'Etat algérien, pour peu que les procédures légales soient respectées ». Le président Tebboune a également fait savoir que d'autres biens sous forme d'hôtels 5 étoiles et autres seront récupérés et que les autorités algériennes ont été officiellement saisies, dans ce sens, particulièrement par les pays vers lesquels ces fonds ont été détournés et ceux qui étaient source de surfacturation.

UNE DÉCENNIE DE DÉTOURNEMENTS VERS UNE DIZAINE DE PAYS

"Des fonds ont été déposés dans des coffres privés, notamment en Suisse, au Luxembourg et aux Iles Vierges", a-t-il ajouté, rappelant, par ailleurs, que l'ère de l'investissement et des marchés

publics comme vecteur de corruption est révolue. Dans ce contexte, il faut rappeler, que les autorités nationales avaient déjà installé, dans le cadre de la lutte anti-corruption et la moralisation de la vie publique, un organisme appelé la « Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ». Son secrétaire général, Chaâlal Moulay Larbi, a rapporté à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la corruption qui coïncide avec le 9 décembre de chaque année que l'Algérie a adressé plus de 200 commissions rogatoires aux autorités judiciaires de plusieurs pays afin de récupérer l'argent placé illégalement à l'étranger.

Elles étaient envoyées aux autorités concernées en France, en Suisse, en Espagne, en Italie, au Luxembourg, au Panama, en Grande Bretagne, en Irlande du nord, en Chine, aux Etats-Unis, au Canada, ou aux Emirats arabes unis entre autres. Cette question a été aussi évoquée par le chef de l'Etat, le 14 novembre dernier, au cours d'un Conseil des ministres. Il a, à l'occasion, instruit, les ministres à enrichir et à finaliser un texte de loi pour améliorer et renouveler l'Agence nationale de gestion des biens saisis, ou gelés. Le Président a exigé à ce que ces textes soient plus souples en vue de récupérer les biens publics et l'argent dilapidé. Il convient de souligner également que l'opération de récupération de cet argent est des plus complexes à réaliser comme elle est semée d'embûches et d'épreuves juridiques-politiques, et ce, pour de nombreuses raisons de l'aveu même des autorités.

La demande de commission rogatoire est par définition une demande adressée par le juge d'instruction du pôle spécialisé au juge d'instruction du pays, où est supposé être logé l'argent transféré illégalement, lui demandant des renseignements sur les avoirs de la personne qui les détient. Il est ainsi question de recueillir



des informations sur les faits, les biens acquis, de recenser les biens immobiliers et les comptes bancaires dont la finalité est de demander le gel de ces biens. Chemin faisant, il s'est avéré, que ces procédures sont très complexes pas seulement pour l'Algérie mais pour tous les pays du monde cherchant à récupérer des fonds leur appartenant et détournés vers l'étranger. Les résultats sont attendus à long terme en général eu égard à plusieurs obstacles dont notamment l'absence d'accord bilatéral de coopération judiciaire avec certains pays, les différences entre les systèmes juridiques des pays.

LE CIRCUIT INFORMEL, L'AUTRE FRONT DE LUTTE

Évoquant, par ailleurs, l'économie parallèle, le Président Tebboune a réitéré son engagement à œuvrer à son élimination, compte tenu de ses dangers sur l'économie nationale, notamment en matière d'inflation et de monopole, tout en soulignant l'existence de mécanismes qui sont en cours de mise en œuvre pour absorber la liquidité et l'utiliser pour la

création de la richesse et des postes d'emploi, indiquant qu'il y a aussi d'autres méthodes pour venir à bout de ce fléau. A ce sujet, le président de la République, a estimé, en septembre 2021, le volume des fonds circulant hors circuit officiel à 10.000 milliards DA, soit 90 milliards Usd. Le chef de l'Etat a d'ailleurs avancé le même chiffre jeudi dernier devant les journalistes nationaux. A relever également que les déclarations du chef de l'Etat portant sur la lutte contre le fléau de la corruption qui a gangréné l'Etat algérien du temps de l'ancien système dirigé par une puissante oligarchie interviennent au moment où les députés au Parlement débattaient un projet de loi sur la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le projet présenté par le ministre et la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, vise justement à renforcer les mécanismes de protection de l'économie nationale et le système financier et bancaire contre cette dangereuse forme de criminalité.

Brahim Oubellil

REZIG À L'INAUGURATION DE LA 36^E ÉDITION DE L'ASSIHAR

ZLECAF, un marché de 3 000 milliards USD

La 36^{ème} édition de la manifestation économique internationale « Assihar », sous le slogan « Tamanrasset, la porte d'entrée du marché africain », a ouvert hier ses portes, à Tamanrasset, plus grande ville du grand Sud algérien.



Ph. : DR

Une manifestation qui durera du 23 décembre au 6 janvier 2023, et qui se caractérise cette année par une variété d'activités économiques, culturelles et touristiques, pour faire revivre la région et promouvoir nos composantes nationales. En marge de ce rendez-vous, deux événements économiques seront organisés, le premier lié au salon de l'exportation, et le second au salon international de la vente de produits. Une rencontre qui coïncidera avec d'autres événements, à savoir le forum des hommes d'affaires « Algérie-Sahel », le 3^{ème} séminaire national des innovations des jeunes, ainsi que la 21^{ème} édition du Salon national spécialisé d'appui aux activités artisanales sahariennes. Un rendez-vous inauguré par le ministre du Commerce, Kamel Rezig, lequel a déclaré que « la situation économique mondiale, caractérisée par des changements rapides des modèles économiques, nous oblige à faire face à tous les défis stratégiques et à saisir les opportunités ». Le ministre du Commerce a ajouté que « nous, en tant que pays africains, devons travailler

ensemble pour atténuer l'impact de cette crise affectant nos économies, en réalisant l'intégration économique et l'intégration de nos économies ». Le ministre du Commerce a confirmé que « l'Algérie a enregistré, pour la première fois de son histoire, une tendance à la hausse depuis 2020, pour les exportations hors secteur des hydrocarbures, atteignant en novembre de cette année, « plus de 6 milliards de dollars », ajoutant que « le gouvernement s'emploie également à rationaliser les importations, en les recadrant, avec pour objectif de transformer l'Algérie d'un marché de consommation à plus de 60 milliards de dollars au cours des dix dernières années, vers un marché dont les capacités productives couvrent les besoins nationaux ».

Dans son allocution, le ministre a également souligné que « le gouvernement est également déterminé à donner un nouvel élan à l'activité d'investissement et au climat des affaires en Algérie, en révisant la loi sur les investissements dans le but de réaliser l'ouverture du marché national aux partenariats étrangers capables de mettre en commun des ressources

financières et des moyens technologiques ». Rezig révèle, entre autres, que « la loi sur les investissements a été renforcée en incarnant les Zones franches au niveau des États frontaliers, ce qui renforcera le dynamisme économique et commercial entre les résidents des États frontaliers et les pays voisins ». Le ministre du Commerce a indiqué, par ailleurs, que la stratégie de notre pays, qui repose sur la diversification fructueuse des partenariats économiques et commerciaux aux niveaux mondial et africain, nous permet d'être actifs et influents dans l'équation internationale, notamment dans l'arène africaine, à la lumière de la création de la zone africaine de libre-échange (ZLECAF), pour nous permettre, ainsi qu'à nos partenaires investisseurs, un marché prometteur avec une croissance économique de plus de 3000 milliards de dollars ».

« UN CARREFOUR D'ÉCHANGES ET DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS DU SAHEL »

Pôle commercial à part entière, offrant un grand dynamisme à la région, Tamanrasset attire les voyageurs et leurs marchandises,

de tous les pays du Sahel, entre Maliens, Burkinabais, Nigériens et bien d'autres. D'un point de vue touristique, la ville est le point de départ pour des excursions dans le parc national de l'Ahaggar, notamment vers l'Assekrem, où se situe le plus beau coucher de soleil du monde. Une manifestation d'une grande importance pour l'Algérie et les pays africains voisins, incarnant la stratégie de l'État dans le cadre de l'accélération du développement de l'économie nationale. « L'Assihar, qui est une manifestation de grande importance pour la région, connue pour être un carrefour d'échanges de marchandises et un lieu de renforcement des relations amicales et de coopération avec les pays du Sahel, sera organisée dans un espace réservé dans la capitale de l'Ahaggar, aménagé en stands équipés qui seront mis à la disposition des participants nationaux et des pays voisins, dont le Mali, le Niger et le Tchad, pour exposer leurs marchandises et produits », a annoncé le président de l'APC de Tamanrasset, Mokhtar Idabir. Rappelons dans ce sillage que lors d'un conseil ministériel tenu au mois de septembre de l'année écoulée, le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait annoncé le lancement d'un projet d'implantation du plus grand hub aérien d'Afrique. S'inscrivant dans un nouveau plan de développement du secteur aérien, ce plan vise à faire de Tamanrasset un hub dédié au transport de passagers et de fret en Afrique. Située aux portes de l'Afrique de l'Ouest, cette ville sahélienne deviendrait ainsi la première destination des voyageurs de différentes villes africaines.

Hamid Si Ahmed

HAUSSE NOTABLE DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Sept milliards USD engrangés à fin 2022

L'année 2022 aura été marquée par une hausse notable des exportations hors hydrocarbures, qui devrait atteindre les 7 milliards de dollars à la fin de l'année, un record réalisé grâce à la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant la diversification de l'économie nationale, au moment où la régulation des importations se poursuit à grands pas. À l'image de l'année 2021, qui a connu une envolée du montant des exportations hors hydrocarbures, s'approchant des 5 milliards de dollars, l'année 2022 a poussé la barre encore plus haut pour atteindre l'objectif de 7 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, fixé par le président de la République pour assurer une croissance économique durable et diversifiée. "La libération et la diversification de l'économie nationale n'étaient qu'un simple slogan durant les 30 ou 40 dernières années", observait le Président Tebboune en sep-

tembre dernier, rappelant que les exportations hors hydrocarbures ne dépassaient pas alors le seuil de 1,3 milliard de dollars. Grâce à des réalisations exceptionnelles en 2022 en matière d'exportations hors hydrocarbures, mais aussi à la hausse des recettes tirées des hydrocarbures, les prévisions de clôture de l'année qui s'achève tablent sur un excédent commercial de 17,7 milliards de dollars, soit +16,6 milliards de dollars par rapport à 2021. Ce bond enregistré dans la balance commerciale, autrefois déficitaire, n'aurait pas été possible sans une politique commerciale de l'État en faveur des exportations hors hydrocarbures, même si la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international a fortement contribué à cette performance. "Mieux produire pour plus exporter" est désormais le maître-mot du secteur national du commerce, à travers la promotion de la production nationale pour rétablir, sur des bases pérennes, l'équi-

libre de la balance commerciale par la réduction des importations improductives et la promotion des exportations hors hydrocarbures.

R.E.

ZONES D'OMBRE

Les projets de développement réalisés à 93 %

Pas moins de 93% des projets de développement destinés aux zones d'ombre ont été achevés en novembre dernier, a annoncé, ce jeudi, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Adil Hamimid. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Rencontre nationale sur le rôle des cellules de proximité de solidarité dans le développement social, le même responsable a précisé que « jusqu'à novembre dernier, 93% des projets de développement financés destinés au développement des zones d'ombre, au nombre de 12 561 zones, ont été achevés ». À ce propos, Adil Hamimid a fait savoir que « dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'est engagé à prendre en charge les zones d'ombre, 37 769 projets ont été consacrés à la relance du développement dans ces zones, d'un montant estimé à 469 milliards de DA ».

L. Z.

SALON DE L'IMMOBILIER, DE LA CONSTRUCTION ET DU DÉCOR

Le « Souknatec Expo » du 10 au 14 janvier au CIC à Alger

La deuxième édition du Salon de la promotion immobilière, de la construction moderne et du décor, « Souknatec Expo », se tiendra du 10 au 14 janvier prochain au Centre international des conférences Abdellatif Rahal, à Alger, en présence d'une soixantaine d'entreprises, indique un communiqué des organisateurs de cette manifestation économique. Selon la même source, plus d'une soixantaine d'entreprises nationales, publiques et privées, ainsi que des représentants de sociétés étrangères prendront part à cet événement, qui constitue « une opportunité à même d'insuffler une dynamique nouvelle et de renforcer les liens de développement de ces créneaux complémentaires et névralgiques dans la vie économique nationale ». Ajoutant que des promoteurs immobiliers de plus de 15 wilayas d'Algérie, essentiellement des régions côtières, prendront part au salon « Souknatec Expo », la même source indique que cette participation « mettra en valeur leurs produits auprès des visiteurs en quête d'acquisition d'appartements, de villas ou de locaux à usage commercial ». La même source a fait savoir que « l'événement facilite, ainsi, l'opération de prospection et fait gagner du temps et d'effort aussi bien aux promoteurs immobiliers qu'aux citoyens désirant acheter des biens immobiliers ». Organisé par l'entreprise « Sunflower Communication », le salon regroupe aussi des opérateurs nationaux spécialisés dans la production des matériaux de construction, des bureaux d'étude, des fabricants de produits de décor, de domotique, des entreprises de réalisation. Des banques assurant des crédits immobiliers et des compagnies d'assurances prennent part, également, à cet événement. « Les nouvelles tendances dans la construction, l'aménagement et la décoration seront mises en valeur à cette occasion, ce qui est à même de moderniser le secteur de la construction et le mettre au diapason des défis nouveaux, notamment en termes de consommation rationnelle d'énergie, d'équipement en domotique et de décoration », prévoient les organisateurs. Plus de 10 000 visiteurs professionnels et particuliers sont attendus à cette deuxième édition du salon, « qui représente une opportunité d'affaires et qui s'impose déjà comme un événement incontournable au niveau de la capitale, Alger ». Ouvert aux visiteurs de 10h à 18h, « le salon « Souknatec Expo » est ouvert au public professionnel et particulier », souligne le communiqué.

L. Zeggane

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a présidé mercredi dernier, au Palais du Gouvernement, une réunion consacrée à l'étude des projets de textes législatifs et réglementaires relatifs aux secteurs de la Justice, des Finances, des Travaux publics, de la Santé, ainsi qu'à la présentation de propositions relatives à l'approvisionnement en eau potable au niveau des nouveaux quartiers et la production d'engrais en Algérie.



PH: DR

Dans ce cadre, le gouvernement a examiné, au début des travaux de la réunion, un avant-projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Ce projet de texte, qui a été initié par mesure de précaution, considérant qu'il s'agit d'un phénomène complètement étranger à la société algérienne, s'inscrit dans le cadre de l'adaptation de la législation nationale aux mécanismes internationaux pertinents, notamment le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée,

qui vise à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, appelé Protocole de Palerme, ratifié en 2003, qui exhorte les États membres, y compris ceux qui n'ont pas été touchés par ce phénomène, à adopter un système juridique et institutionnel dans ce domaine. Dans le domaine des Travaux publics, le gouvernement a étudié un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n° 10-103 du 1er avril 2010 portant déclaration d'utilité publique pour la procédure relative à l'aménagement des entrées routières de la nouvelle ville de Bouinane (wilaya de Blida), présenté par le ministre des Travaux publics,

de l'Hudraulique de des Infrastructures de base. Le gouvernement a également entendu une présentation sur les travaux menés par le ministère des Finances, le ministère de l'Énergie et des Mines et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, relatifs aux avancées réalisées dans le domaine du développement de l'industrie des engrais en Algérie, ainsi que les conditions de sa commercialisation. Par ailleurs, l'avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance relative à la Monnaie et au Crédit a été examinée, afin d'assurer davantage de transparence et de stabilité dans la gestion financière du pays en introduisant de nou-

veaux outils de politique monétaire en vue d'atteindre les grands objectifs économiques. Les amendements portent, entre autres, sur la modernisation des métiers de gestion des banques, et l'adaptation de la loi aux réformes globales que connaît le système financier. L'avant-projet de loi consacre, en outre, la finance islamique et la digitalisation de l'activité bancaire par l'ouverture de l'écosystème aux banques digitales et aux prestataires de services de paiement, ainsi que les paiements en monnaie électronique. Il est prévu également l'introduction d'une monnaie digitale de banque centrale.

Hamid Si Ahmed

EXTENSION DU MÉTRO D'ALGER

Beldjoud dévoile de plus amples détails

Le ministre des Transports, Kamel Beldjoud, a été interpellé ce jeudi au sujet du taux d'avancement des travaux d'extension des différentes lignes du métro d'Alger. Lors d'une séance plénière à l'APN consacrée aux questions orales, Beldjoud a d'abord fait savoir que le taux d'avancement du projet d'extension du métro d'Alger depuis la station El-Harrach vers l'aéroport international d'Alger a atteint 83%. Il a précisé, à cet effet, que ce projet qui s'étend sur une distance de 9,5 km et comprend 9 stations, sera réalisé sur deux tronçons: El Harrach-Oued Smar, et Oued Smar-Aéroport. Beldjoud a indiqué, d'autre part, que la finalisation des travaux de génie civil pour le tronçon Oued Smar-Aéroport qui compte 5 stations est prévue en mai 2023, alors que le tronçon Oued Smar-El Harrach (4 stations) sera finalisé fin novembre 2024. Concernant l'extension entre les deux stations Ain Naadja-Baraki, le ministre a révélé que le premier tronçon sur une distance de 4,4 km (4 stations) connaît un taux d'avancement important (88%) en ce qui concerne les travaux de génie civil, tandis que le projet du deuxième tronçon (1,76km) n'a pas encore été inscrit. Pour ce qui est de l'extension du métro vers Alger Ouest, Beldjoud a souligné que le projet s'étend sur une distance globale de 26,5 km, avec 24 stations prévues. Le projet se présente en trois tronçons. Le premier s'étend de la Place des Martyrs jusqu'à Bab El Oued puis Chevalley sur une longueur de 9,5 km avec 8 stations prévues, le deuxième desservira Chevalley, Dely Ibrahim et Chéraga, et Ouled Fayet, sur 9,2 km, avec 8 stations prévues. Le troisième tronçon desservira Chevalley, Dely Ibrahim, El Achour et Draria sur une distance de 7,8 km avec 8 stations prévues, a précisé le ministre. Après parachèvement des études d'extension du Métro

d'Alger vers les quartiers ouest, il sera procédé à la mobilisation des fonds nécessaires avant la désignation des entreprises chargées des travaux, conformément aux lois en vigueur selon les déclarations de Beldjoud. Pour rappel, le réseau du métro en service à ce jour s'étend sur 19,5 km et comprend 19 stations. De ce qui est, par ailleurs, des mesures prises pour l'accélération de la cadence des travaux de réalisation de la ligne ferroviaire reliant la wilaya d'El Bayadh à Mecheria, Beldjoud a fait savoir que le taux d'avancement du projet a atteint 61%, ajoutant que la réception de ce projet est prévue pour la fin de l'année 2023. En réponse à une question autour de la suppression et la réalisation de passe-

relles et de passages à niveau, le long de la voie ferrée desservant la wilaya de Chlef, le ministre a affirmé que l'avis d'appel d'offres relatif à ce projet a été renouvelé et l'opération de proposition d'offres est en cours. De ce qui est de la réalisation d'une gare routière dans la commune de Freneda, wilaya de Tيارت, le ministre a indiqué qu'un investisseur privé s'est proposé pour la réalisation et la gestion de cette gare. Sa demande, a-t-il dit, a été soumise à la direction de l'Industrie de la wilaya pour étude, ajoutant que la Direction des Transports de la wilaya est entièrement disposée à accompagner cet investisseur dans le volet technique.

Ania Nch

Hamid Si Ahmed

VALORISATION ET DÉVELOPPEMENT DES TERRES RARES

Arkab consulte les chercheurs du domaine

La valorisation des richesses minières et le développement minier en Algérie ont été au centre d'une audience accordée, ce jeudi, à Alger, par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, à des enseignants-chercheurs dans ce domaine, indique un communiqué du ministère. Une rencontre qui a porté sur la valorisation des richesses minières en Algérie, notamment les éléments fossiles rares (terres rares), à l'instar des moqueries du phosphate et les résultats obtenus sur les questions géologiques et techniques dans ce domaine. Selon la même source, Il s'agit du professeur

Rabah Kechiched de la faculté des hydrocarbures, des énergies renouvelables et des sciences de la terre et de l'univers à l'université Kasdi Merbah à Ouargla, spécialisé dans les recherches sur le phosphate, et du professeur Sakeur Abderraouf à l'Université des sciences et des technologies Houari Boumediene. Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère en présence de cadres et conseillers du ministre et de la présidente directrice générale de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA). Les deux professeurs ont passé en revue «les dernières recherches en matière de valorisation des

ressources et l'investissement dans les richesses minières qui se trouvent dans le sol du pays, surtout dans le Sud notamment les métaux dont les propriétés sont demandées dans de nombreuses applications modernes, étant la base de l'industrie des technologies de pointe». Les deux chercheurs ont mis en avant que «les terres rares de l'Algérie contiennent des métaux à propriétés spécifiques et ne se trouvent que dans des régions rares à travers le monde». À cette occasion, Arkab a affirmé son «plein soutien aux travaux et recherches des enseignants-chercheurs dans ce domaine». Il a également

appelé à constituer un groupe de travail en vue d'approfondir les débats et des échanges dans le but de soutenir la recherche et la formation en matière de recherche des laboratoires et technologique, notamment ceux qui encadrent la recherche dans les universités des sciences et des technologies à travers le pays afin de «diversifier les ressources de financement de l'économie nationale et relancer le développement dans le secteur des mines, notamment dans les domaines d'exploitation, de développement et d'exploitation», conclut le document.

L.Zeggane

POUR MANQUEMENT AUX CLAUSES DU CAHIER DES CHARGES

15 000 concessionnaires agricoles mis en demeure

Les services de l'Office national des domaines agricoles (ONTA), dans le cadre du suivi des investissements agricoles appartenant au domaine privé de l'Etat, ont procédé à la mise en demeure de près de 15.000 exploitants agricoles, pour non-respect du cahier des charges régissant l'exploitation des terres agricoles relevant des domaines de l'Etat. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, lors d'une séance plénière à l'APN consacrée aux questions orales. Parallèlement, Henni a fait état de « 850 dossiers ayant été transmis à la Direction des Domaines pour la résiliation administrative des contrats de concession », soulignant au passage qu'à ce jour « 590 contrats ont été résiliés, portant sur des investissements sur une surface totale de 5 500 hectares, et que le processus se poursuit pour surveiller les violations et compter les terres inutilisées ». Concernant une question du député du FLN, Adel Maitah, sur les contrats de concession au niveau de la wilaya d'Ouled Djellal, qui ont été déposés en 2014, le ministre a mentionné que selon « le décret exécutif de novembre 2021 relatif au traitement des cas d'agriculteurs qui pratiquent l'exploitation effective des terres sans base légale », le ministère allait prendre « des mesures pour régler leurs dossiers ». Interrogé par le député Mohamed El Amine Mabrouki sur les fermes pilotes, le MA a affirmé que ces fermes « sont des pôles par excellence en termes de techniques et de spécialisation dans le développement et la valorisation des filières agricoles, notamment les légumes, les fruits et les viandes. Le ministre a également expliqué que « l'Etat a inclus ces fermes dans les Groupes et les Offices relevant du secteur afin de les protéger et d'y investir », ajoutant que le secteur incite à « investir dans ces exploitations, en ouvrant la porte du partenariat aux investisseurs et en les invitant à déposer leurs dossiers au niveau du Conseil des participations de l'Etat ».

**S
T
R
O
P
S**

CLASSEMENT FIFA

L'Algérie termine à la 40^e place L'année 2022

La sélection algérienne a terminé l'année 2022, négative sur toute la ligne pour le football national, à la 40^e place au classement FIFA, publié jeudi sur le site de l'instance mondiale.

Absente à la dernière Coupe du monde 2022, l'Algérie (1486 points) perd trois places, conséquence de leur défaite en match amical face à la Suède le 19 novembre à Malmö (0-2). Alors que le Maroc (1672), demi-finaliste au Qatar, réussit une remontée fulgurante dans ce classement en passant de la 22^e à la 11^e place. Désormais premiers sur le plan africain, les Lions de l'Atlas détrônent ainsi le Sénégal (1603) qui recule d'une place (19^e).

Quant aux trois autres équipes africaines mondialistes, la Tunisie a fait du sur-place (30^e, 1526), contrairement au Cameroun qui gagne 10 places (33^e, 1499), et le Ghana 3 places (58^e, 1400).

Il faut dire que la meilleure position atteinte par l'équipe nationale dans le classement mondial mensuel reste la "15^{ème} mondiale", une dis-



Phs : DR

inction réalisée lors du classement mensuel publié par la FIFA en octobre 2014.

Il y a plusieurs équipes africaines qui ont atteint un classement plus élevé et meilleur que cela, grâce à une série de résultats positifs et à des résultats brillants en Coupe d'Afrique et en Coupe du monde, et en récoltant de nombreux points contre des équipes mieux classées qu'eux.

À titre d'exemple, la sélection nigériane s'était classée en cinquième rang mondial en avril 1994, tandis que celle égyptienne s'est adjugée la neuvième place mondiale au classement de juillet 2010, deux paliers jamais atteints par une autre équipe africaine.

Pour sa part, l'équipe marocaine s'est classée 10^e au monde en avril 1998, tandis que le Cameroun s'est classé 11^e en novembre 2009, et la

Côte d'Ivoire à la 12^e place mondial en mai 2013.

En 2008, l'équipe nationale ghanéenne a pu atteindre la 14^e place du classement du mois de février, une performance rééditée par la sélection tunisienne en avril 2018. Il s'agit là des meilleurs classements des sélections africaines ayant dépassé le meilleur résultat en la matière réalisé par l'Algérie.

Hakim S.

IL S'AGIT DE LA DERNIÈRE OPÉRATION DE SA MISE À NIVEAU

Lancement de la pose de 22 000 sièges dans les tribunes inférieures du stade du 5-juillet

Ce n'est qu'en fin de semaine que l'opération de pose de pas moins de 22 000 sièges importés d'Italie au niveau des tribunes inférieures du stade du 5-juillet a commencé. Les travaux en question se poursuivent avec une cadence élevée même si ce stade n'est pas retenu pour abriter les rencontres du championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux (CHAN), dont le coup d'envoi sera donné le 13 janvier prochain au nouveau stade de Baraki.

Du coup, les clubs de la capitale vont pouvoir pousser un ouf de soulagement, eux qui attendent la réouverture du stade olympique depuis plusieurs mois. Cette enceinte footballistique a été d'ailleurs fermée à l'issue de l'exercice footballistique dernier pour subir des travaux de réaménagement. Ces derniers ont touché tous les équipements du stade, en premier lieu la pelouse en gazon naturel qui a été totalement refaite.

Mardi dernier, le stade a été rouvert pour accueillir le derby algérois, mais seules les tribunes supérieures, dotées déjà de sièges, ont été mises à la disposition des supporters des deux frères ennemis. Les tribunes inférieures, quant à elles, sont restées fermées.

À l'arrivée, le big-derby de la capitale a été étrangement boudé par les galeries des deux équipes. Pour certains, l'adoption de la vente des tickets via une plateforme électronique était pour beaucoup



dans la très modeste affluence qu'a connue cette rencontre qui drainait jadis près de 80 000 fans.

La réouverture totale du grand stade de la capitale, prévue pour l'après CHAN, dont la clôture est programmée pour le 4 février prochain, permettra de résoudre le problème de domiciliation, auquel le MCA, en particulier, a été confronté tout au long de la phase aller.

En effet, on a appris que les Vert et Rouge devraient disputer dans cette enceinte footballistique toutes leurs ren-

contres de championnat comptant pour la phase retour qui commencera juste après le rendez-vous continental.

Ce sera aussi la fin du calvaire des clubs algériens toujours en course dans les compétitions africaines, à savoir le CRB, la JSK et l'USMA, qui vont désormais accueillir au 5-juillet leurs adversaires dans la phase de poules, après avoir été contraints de se réfugier, lors des tours préliminaires, au stade de Sétif.

H. S.

LIGUE 1 MOBILIS (15E JOURNÉE)

Le CRB à une victoire du titre honorifique de champion d'hiver

La 15e et dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue aujourd'hui, sera marquée par les déplacements du leader le CR Belouizdad et son dauphin le CS Constantine, respectivement pour défaire la JS Kabylie et l'USM Alger.

Le Chabab (1e, 31 pts), tenu en échec mardi à domicile par l'US Biskra (1-1), tentera de se racheter à Tizi-Ouzou, face à une équipe de la JSK (14e, 12 pts), qui surfe depuis pratiquement le début de la saison sur une série de mauvais résultats, ayant précipité le limogeage de deux entraîneurs déjà. Le CRB qui a souvent réussi ses sorties du côté du stade du 1er novembre, aura à cœur de s'im-



PH: D.R.

poser face à la JSK, tout en espérant un faux-pas du CSC à Alger, pour décrocher le titre honorifique de champion d'hiver. Le CSC, qui reste sur une belle série de trois succès de rang, toutes compétitions confondues, sera un sérieux client pour l'USMA (7e, 19 pts), où rien ne va plus, suite à la défaite concédée dans le derby de la capitale face au MC Alger (1-0). L'entraîneur des "Rouge et Noir" Boualem Charaf, sur un siège éjectable, sera limogé de son poste en cas de mauvais résultat, d'autant que les coéquipiers de Saâdi Redouani ont aligné cinq matchs sans la moindre victoire. De son côté, le MC Alger (3e, 25 pts), espère préserver la dynamique positive, en rendant visite à l'un des promus le MC El-Bayadh (13e, 16 pts), éliminé sans gloire en 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie face au pensionnaire d'inter-régions l'Olympique Akbou (3-2). Le "Doyen", auteur de deux victoires de rang, espère réussir la passe de trois, et boucler ainsi la première partie de la saison sur une bonne note, qui lui permet de conserver sa position sur le podium. Le MCEB, en revanche, n'a plus droit à l'erreur dans l'objectif de quitter la zone rouge.

BELLE AFFICHE À SÉTIF

Le stade du 8-mai 1945 de Sétif abritera une belle affiche du haut de tableau entre l'ES Sétif (5e, 22 pts) et la JS Saoura (4e, 23 pts). L'Entente, qui marque le pas en championnat avec deux défaites consécutives, devra impérativement relever la tête devant son public. La JSS peut nourrir des espoirs de décrocher un bon résultat, car l'ESS fait partie des équipes les plus fébriles à domicile (11 points pris sur 18 possibles). L'USM Khenchela (6e, 20 pts) devra

faire face à la maison à l'ASO Chlef (11e, 17 pts), qui est en train de retrouver des couleurs, en témoigne sa qualification en 1/8es de finale de "Dame Coupe" sur le terrain du RC Arbaâ (2-1). Après un début d'exercice prometteur, l'USMK fait du surplace et doit impérativement rectifier le tir et mettre fin à trois matchs sans victoire en Ligue 1. Les Chéliens, quant à eux, espèrent terminer la phase aller sur un bon résultat. Dans le ventre mou du tableau, le MC Oran (7e, 19 pts) recevra une équipe de l'US Biskra (9e, 18 pts) qui aligne une belle série (8 points décrochés lors des quatre derniers matchs). Les Oranais espèrent confirmer leur récent succès décroché mardi face à la JSK (2-1), en mise à jour de la compétition. Dans la course au maintien, le Paradou AC (14e, 12 pts) et la lanterne rouge le HB Chelghoum-Laid (16e, 1 pt), n'auront d'autres alternatives que de l'emporter à la maison face respectivement au RC Arbaâ (9e, 18 pts) et au NC Magra (11e, 17 pts). Pour rappel, trois matchs de mise à jour restent encore à disputer : RC Arbaâ - CR Belouizdad et US Biskra - USM Alger (mercredi 28 décembre) et USM Alger - RC Arbaâ (dimanche 1er janvier).

LE PROGRAMME

Cet après-midi	
USM Alger - CS Constantine	14h30
USM Khenchela - ASO Chlef	14h30
HB Chelghoum-Laid - NC Magra	14h30
Paradou AC - RC Arbaâ	14h30
MC El-Bayadh - MC Alger	14h30
MC Oran - US Biskra	15h00
JS Kabylie - CR Belouizdad	16h00
ES Sétif - JS Saoura	18h00

CAN-2025

LAfrique du Sud non candidate à l'organisation

L'Afrique du Sud ne compte pas poser sa candidature pour abriter la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN-2025), retirée à la Guinée, a annoncé le président de la Fédération sud-africaine de football (SAFA), Danny Jordan. "L'Afrique du Sud n'a pas soumis de candidature pour accueillir la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Le pays se concentrera sur sa candidature pour accueillir la Coupe du monde féminine 2027", a déclaré mercredi à Johannesburg, Jordan, en marge de la conférence de presse du président de la CAF, Patrice Motsepe sur la performance des équipes africaines à la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022 et des questions liées à la

CAF. De son côté, la fédération sénégalaise de football (FSF) avait annoncé, lundi dans un communiqué sa non candidature à l'organisation de la CAN-2025, contrairement à ce que certains médias avaient récemment annoncé. "Les autorités sportives du Sénégal se focalisent pour le moment sur la construction et la réhabilitation d'infrastructures sportives à travers le pays afin de pouvoir accueillir dans un futur proche une grande compétition continentale", ajoute le communiqué. La Confédération africaine (CAF) avait fixé au vendredi 16 décembre, le dernier délai pour la remise par les associations membres de leur offre finale, y compris tous les documents de candidatu-

CHAN-2023

Le complexe sportif d'Oran "fin prêt" pour l'évènement

Le complexe sportif Miloud-Hadefi est désormais prêt à accueillir les rencontres programmées à Oran dans le cadre du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) de football dédié aux joueurs locaux, prévu du 13 janvier au 4 février 2023 dans quatre villes algériennes, à savoir, jeudi, à l'APS le directeur général par intérim de cette infrastructure sportive. Yassine Siafi, également premier responsable de la direction locale de la jeunesse et des sports, a affirmé, à ce propos, que "toutes les dispositions ont été prises pour mettre les équipes participantes et les représentants des médias dans les meilleures conditions" lors de ce rendez-vous footballistique africain que l'Algérie accueille pour la première fois de son histoire. Dans ce contexte, un Centre de presse a été mis en place. Il est doté d'une capacité d'accueil considérable et équipé de tous les moyens technologiques permettant à la corporation de la presse nationale et internationale d'effectuer son travail dans les meilleures dispositions. Même cas de figure pour la salle de conférences qui accueille les points de presse des entraîneurs et joueurs, avant et après les matchs programmés pour l'occasion, selon la même source. Le complexe olympique a également commencé à s'habiller des slogans de la compétition continentale grâce au travail entamé par l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) qui a lancé son opération de décoration des différentes installations du complexe avec des affiches publicitaires symbolisant l'évènement continental, en plus du logo de la CAF, l'organisme qui supervise ce Championnat, souligne-t-on. Le même responsable a ajouté que les équipes concernées par l'entretien de la pelouse en gazon naturel du stade principal du complexe, s'attendent à rendre cette pelouse dans un excellent état. C'est le cas aussi pour les deux terrains d'entraînement relevant de cette infrastructure sportive comprenant également d'un stade d'athlétisme, une salle omnisports et un centre nautique composé de trois piscines, dont deux olympiques. Quant au troisième terrain d'entraînement, qui se situe dans le stade "athlétisme du quartier des "Castors", M. Siafi a assuré la disponibilité absolue de cet équipement après que sa pelouse a été totalement refaite, en plus de la réhabilitation de son réseau d'éclairage, ainsi que son vestiaire principal doté désormais de toutes les commodités nécessaires.

L'Algérie mise énormément sur le succès de la compétition continentale, d'autant qu'elle coïncide avec le dépôt par le pays de sa candidature pour accueillir la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), dont l'organisation a été retirée à la Guinée. La CAF annoncera le nom du pays hôte de la CAN en question quelques jours après la fin du CHAN.

COUPE DE LA LIGUE ANGLAISE

Manchester City sort Liverpool

Manchester City s'est qualifié pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue anglaise en battant le tenant du titre Liverpool 3 buts à 2 lors du dernier match au programme du 4e tour, jeudi à Manchester.

Dans cette rencontre post-mondial, les deux équipes se sont présentées dans des compositions inédites, avec de nombreux absents des deux côtés. Au coup d'envoi, les Citizens se sont présentés sans Kyle Walker, Jack Grealish, John Stones, Kalvin Phillips, Phil Foden, Ederson, Ruben Dias, Bernardo Silva et Julian Alvarez, le champion du monde argentin. En revanche Erling Haaland et Kevin De Bruyne étaient bien titulaires. De son côté, Liverpool était privé de Virgil Van Dijk, Ibrahima Konaté, et Diogo Jota. Les premiers frissons n'ont pas tardé à l'Etihad Stadium puisque dès la première minute Erling Haaland, l'attaquant star de City, a filé seul au but mais a complètement manqué son tir lobé, passé bien au-dessus du but de Caoimhin Kelleher. Six minutes plus tard, Haaland, encore lui, parti à la limite du hors jeu, a centré pour Cole Palmer mais le jeune ailier gauche de 20 ans, en position idéale, a lui aussi complètement raté sa reprise (7e). La domination très nette de City en ce début de match a finalement été récompensée par l'ouverture du score de l'inévitable Haaland qui a devancé le défenseur Joe Gomez sur un centre de Kevin De Bruyne pour tromper Kelleher d'une reprise du gauche (10e). Mais la réaction des Reds n'a pas tardé puis que le Portugais Fabio Carvalho a égalisé en reprenant une passe de James Milner (20e).

La rencontre aussi rythmée qu'équilibrée a vu les Citizens manquer deux grosses occasions par Gundogan (36e) et Nathan Ake de la tête (37e), dont les deux tentatives, chaque fois sur des passes de l'excellent De Bruyne, ont été sauvées par Kelleher. Puis l'Uruguayen de Liverpool Darwin Nunez s'est coup sur coup distingué en manquant deux occasions avant la pause (42e, tir trop croisé, 45e+2 reprise du plat du pied ratée au second poteau). La seconde période a démarré aussi fort qu'avait terminé la première: l'internatio-

CUISINIER STAR SUR LA PELOUSE DU MONDIAL

La Fifa mène l'enquête

La Fifa est en train de mener l'enquête pour savoir comment le célèbre restaurateur turc Salt Bae a pu pénétrer sur la pelouse après la finale du Mondial, dimanche à Doha. Nusret Gokce, propriétaire d'une chaîne de restaurants de luxe, s'est fait photographe sur le terrain en compagnie de Lionel Messi, d'Angel Di Maria et d'autres champions du monde après la victoire de l'Argentine sur la France. Des images le montrent même embrassant la trophée, qui en principe ne peut être touché que par les champions du monde, les responsables de la Fifa ou les chefs d'État. Sur d'autres on le voit tenter d'attraper le bras de Messi, visiblement irrité, ou de mordre la médaille d'un joueur. "Après avoir étudié la question, la Fifa est en train d'établir de quelle manière des individus ont eu accès sans autorisation au terrain après la cérémonie de clôture au stade Lusail le 18 décembre. Les mesures appropriées seront prises en interne", a déclaré un porte-parole à la BBC. Salt Bae, 39 ans, possède des restaurants notamment à Beverly Hills, à Londres et au Qatar. Une de ses spécialités est de se faire photographe avec des stars, dont des footballeurs. Des vidéos de lui découplant et assaisonnant de la viande ont eu un grand succès sur internet.



nal algérien Riyad Mahrez a donné l'avantage à City d'une frappe enroulée du pied gauche après avoir éliminé son adversaire direct d'un magnifique contrôle orienté (47e).

SUPERBE BUT DE MAHREZ

Pas le temps de souffler pour les spectateurs puisque Mohamed Salah a égalisé une minute plus tard, à la conclusion d'une contre-attaque et d'un centre de Nunez (48e). Mais dix minutes plus tard, De Bruyne a déposé un nouveau centre sur la tête du Néerlandais Nathan Ake qui, cette fois, n'a laissé aucu-

ne chance à Kelleher (58e). En face, Nunez, décidément peu en réussite jeudi, s'est une nouvelle fois illustré par un gros raté, croisant trop son tir, seul devant Ortega (72e).

Manchester City rejoint ainsi en quarts de finale les qualifiés de mardi et mercredi: Wolverhampton, Southampton, Newcastle, Leicester, Charlton (D3), Nottingham Forest et Manchester United.

Mais d'ici là, Liverpool (6e) aura repris le championnat le lundi 26 décembre à Aston Villa (12e), et Manchester City (2e) le surlendemain à Leeds (15e).

PSG

Messi va prolonger selon la presse

Lionel Messi, lauréat de la Coupe du monde dimanche avec l'Argentine, et le Paris Saint-Germain ont trouvé un accord de principe en vue d'une prolongation de contrat qui arrive à échéance l'été prochain, rapportent plusieurs médias mercredi. Selon une information du Parisien, confirmée par RMC Sport, l'attaquant de 35 ans, élu meilleur joueur du Mondial au Qatar, a donné son accord début décembre pour porter au moins encore une saison supplémentaire le maillot parisien. L'affaire n'est toutefois pas scellée. La durée précise et le montant du contrat doivent ainsi être affinés dès le retour de vacances de la star de 35 ans, lors d'une réunion avec le

président du PSG Nasser Al-Khelaifi et son conseiller football Luis Campos, écrit le quotidien Le Parisien. La signature et les termes de l'accord doivent encore être signés, confirme de son côté le journal espagnol AS. Contacté par l'AFP, le PSG n'était pas joignable dans l'immédiat pour confirmer ces informations. Messi avait rejoint l'équipe parisienne en 2021 pour deux saisons (plus une en option) après avoir effectué toute sa carrière professionnelle avec le FC Barcelone jusque-là. Lancé en équipe première du Barça en 2004, le septuple Ballon d'Or a conquis notamment quatre Ligue des champions (2006, 2009, 2011, 2015) et dix titres de champion d'Espagne sous

BRÉSIL

Progression du cancer de Pelé, insuffisance rénale et cardiaque

Le cancer de Pelé "progressé" et la légende brésilienne du football requiert "des soins plus importants" en raison d'une "insuffisance rénale et cardiaque", a annoncé mercredi l'hôpital de Sao Paulo où il a été pris en charge. Le "roi" Pelé, 82 ans, avait été admis le 29 novembre à l'Hôpital Albert Einstein pour une réévaluation de son traitement de chimiothérapie après la détection d'une tumeur du côlon en septembre 2021. "Pelé présente une progression de la maladie et requiert des soins plus importants pour traiter une insuffisance rénale et cardiaque", expliquent les médecins dans leur bulletin de santé. Le Brésilien reste hospitalisé "dans une chambre normale, où il reçoit les soins nécessaires", poursuit l'établissement. Quelques minutes avant la publication de ce communiqué, deux des filles de Pelé, Kely Nascimento et Flavia Arantes, avaient annoncé sur leurs comptes Instagram que leur père passerait Noël à l'hôpital. "Notre Noël à la maison est tombé à l'eau. Nous avons décidé avec les médecins, que, pour diverses raisons, il vaut mieux rester ici, avec tous les soins prodigués par notre nouvelle famille (de l'hôpital Albert Einstein)", peut-on lire dans ce message, illustré d'une photo des deux sœurs souriantes.

FC BARCELONE

Laporta cherche de nouveaux leviers économiques

Malgré les fonds apportés cet été, qui ont notamment permis un mercato estival impressionnant, le Barça a toujours besoin d'argent frais. Les idées en manquent pas. Au FC Barcelone, comme dans tous les autres clubs professionnels du reste, l'argent est un besoin permanent. L'été dernier déjà, l'actuel leader de la Liga a eu recours à divers moyens pour lever des fonds. Les fameux "leviers financiers" parfois moqués sur les réseaux sociaux ont tout de même rapporté gros au club. En vendant certains actifs, comme les Barça Studios, les Catalans ont pu générer entre 400 et 500 M€ de revenus immédiats. Un choix forcément risqué puisque la survie du club est tout de même hypothéquée. Grâce à cette manne considérable, le FC Barcelone a pu faire face à ses créanciers, régler certaines dettes et être actif sur le marché des transferts.

Ainsi, Raphinha, Robert Lewandowski et autre Jules Koundé ont coûté environ 150 M€, en plus de la venue de certains joueurs libres. Visiblement, ça ne suffit toujours pas, surtout depuis l'élimination précoce en Ligue des Champions, qui pénalise les finances du club. Selon Sport, Joan Laporta et son équipe sont encore à la recherche de nouvelles recettes. La faute également au fair-play financier très exigeant fixé par la Liga.

Le moyen le plus facile pour y parvenir, c'est en vendant certains joueurs.

On pense bien sûr à Memphis Depay, qui est dans le viseur de Newcastle et de Galatasaray. C'est un début mais ça ne sera pas suffisant car le Néerlandais rapportera au mieux 20 M€. Le départ de Gerard Piqué libère aussi pas mal de place au sein de la masse salariale, lui qui touchait l'un des plus gros salaires de l'effectif jusqu'en 2024.

VENDRE DES JOUEURS ET TROUVER DU NOUVEAU SPONSORS

Le Barça a également conclu la semaine dernière un partenariat de sponsoring avec une société ukrainienne de cryptomonnaie, WhiteBIT. Si le communiqué a disparu sur le site du club, on assure du côté de la direction que le contrat est bien en vigueur et qu'il offrira 30 M€, étalées sur trois saisons.

Autre moyen de récupérer des fonds, trouver un nouveau sponsor pour la manche du maillot de l'équipe première, actuellement occupé par Beko, dont le contrat se termine à la fin de l'exercice. Des noms ont déjà commencé à sortir dans la presse, comme cette autre société spécialisée dans l'univers des crypto actifs, Nexo, mais le conseil d'administration se laisse du temps pour choisir.

Laporta souhaiterait que le Barça soit associé à une entreprise d'un secteur différent. Des contacts ont eu lieu avec Cupra, un constructeur automobile espagnol, qui serait en plus de cela disposé à offrir une somme d'argent plus importante. Des solutions existent, il ne reste plus qu'à les concrétiser.

BOUMERDÈS. VOIE D'ÉVITEMENT DE LA VILLE

Entrée en service en 2023

L'entrée en service du projet de la voie d'évitement de la ville de Boumerdès interviendra en 2023, et tout a été mis en œuvre en vue de sa livraison dans les délais fixés, a assuré, mercredi, le wali Yahia Yahiatene.

Dotés d'une enveloppe financière de plus de six (6) milliards de DA, les travaux de réalisation de cette voie, considérée parmi les plus importantes infrastructures de base de la wilaya, ont dépassé les 70%, a indiqué le wali, en marge d'une visite d'inspection du chantier. L'objectif principal de ce projet est de mettre un terme aux énormes bouchons caractérisant la ville de Boumerdès en saison estivale, selon les explications fournies sur place au wali. Selon le représentant du bureau d'études, chargé du suivi de la réalisation, cette voie d'évitement permettra de relier les régions d'El Karma et Skhirat à la RN24, en direction de la banlieue de Boumerdès, à l'Est, et la région de Corso au Nord, ainsi qu'au chemin de wilaya N146, vers la ville de Tidjelabine à l'Est, et la RN5 à l'Ouest. Le projet a été réparti en deux étapes. La première tranche, réceptionnée en 2020, a englobé la réalisation de cinq km de la voie, avec un pont de 290 mètres de long et sept ouvrages d'art. La 2ème, actuellement en réalisation, prévoit la réalisation de deux voies de 8,8 km et 2,7 km, deux ouvrages d'art, et quatre échangeurs principaux. A sa réception, ce nouvel axe routier ouvrira de grandes perspectives pour la ville de Boumerdès et les localités environnantes, en termes d'amélioration de la circulation notamment dans sa partie Est, a indiqué le



wali. Il offrira aux automobilistes la possibilité d'éviter la route actuelle reliant la ville de Boumerdès à la RN5, via la commune de Tidjelabine, réputée pour ses embouteillages, tout au long de la semaine, et qui perdurent depuis des années. Lancée en réalisation en 2018, cette nouvelle voie offrira, également, plusieurs

autres possibilités pour les usagers de la route qui pourront ainsi prendre différentes directions, tant vers la partie Sud-est de Boumerdès ou vers les wilayas de Bouira, Tizi-Ouzou ou Alger, tout en contribuant au désenclavement des régions qu'elle traversera, selon les explications du wali.

ORAN. ÉDUCATION

250 millions DA pour la réfection de 17 établissements scolaires

La wilaya d'Oran a reçu une autorisation de programme de 250 millions DA pour la réfection de 17 établissements scolaires des communes d'Arzew et Sidi Benyabka, affectés par le séisme qui a frappé en juin dernier la région, a-t-on appris mercredi du wali d'Oran, Saïd Sayoud. Lors de la 4ème session de l'APW qui a repris ses travaux mercredi, le wali a indiqué que ses services ont obtenu une autorisation de programme de 250 millions DA de l'Administration centrale pour la réfection de 15

écoles primaires, d'un CEM et d'un lycée situés dans les communes d'Arzew et Sidi Benyabka (Est de la wilaya), touchés par ce séisme. Le directeur local des équipements publics a été chargé de lancer la préparation des marchés concernant les travaux de réfection de ces établissements dans les "plus brefs délais". Par ailleurs, le wali a annoncé qu'un terrain a été affecté dans la ville d'Arzew pour la réalisation de logements au profit des habitants dont les maisons ont été endommagées par le séisme. Une entreprise a

été retenue pour l'achèvement du projet et le relogement des familles concernées. En réponse à des interrogations des membres de l'APW sur les projets à venir, il a affirmé que l'accent sera mis en 2023 sur les projets prioritaires et l'importance sera accordée à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, avec notamment la réalisation et la maintenance des réseaux d'assainissement, le raccordement des cités d'habitat aux réseaux d'électricité et de gaz, et l'aménagement urbain.

ITPA

Des formations à la carte au profit des professionnels de la pêche

L'institut des technologies de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran lancera, samedi, son programme de formation à la carte, avec deux formations, l'une sur la pisciculture intégrée à l'agriculture et l'autre sur l'aquaculture en mer, a-t-on appris de la directrice de l'établissement. "Il s'agit de deux thématiques très demandées. La première intéresse notamment les agriculteurs disposant de bassins d'irrigation qu'ils utiliseront pour faire l'élevage de certains poissons d'eau douce comme le tilapia rouge et le poisson chat. La deuxième est dédiée aux porteurs de projets dans le domaine de l'aquaculture marine ou à ceux qui souhaiteraient travailler dans des fermes aquacoles de ce genre", explique Mme Souad Mouffok. Le programme annuel des formations à la carte propose plusieurs autres formations,

comme la culture de plusieurs sortes d'algues dont la spiruline, les lentilles d'eau et l'Azolla, ajoute la même responsable, précisant que la conchyliculture et la pisciculture figurent également dans la panoplie des formations proposées. Pour les professionnels de la navigation, plusieurs formations de perfectionnement à courte durée (des sessions de deux ou trois jours) sont, par ailleurs, proposées sur des appareils d'aide à la navigation et à la pêche comme le GPS, le radar, le sonar, le sondeur, le Max-see, et autres, a-t-on fait savoir de même source. "Nous disposons d'équipements et de simulateurs pour assurer des formations 100% pratiques", note Mme Mouffok. Elle a ajouté que l'institut reçoit des apprenants de différentes wilayas grâce à la disponibilité des moyens de la formation pratique et de la qualité de l'enseignement.

KHENCHELA. BABAR

38 puits artésiens reliés au réseau électrique

Trente-huit (38) puits artésiens ont été reliés mercredi au réseau d'électricité agricole au Sud de la commune de Babar (wilaya de Khenchela), a indiqué le chargé de communication à la société de distribution de l'électricité et du gaz à Khenchela, Mohamed-Tahar Boukehil. Trente-deux (32) puits artésiens collectifs et 6 autres individuels ont été ainsi raccordés au réseau électrique au niveau des deux périmètres agricoles Remila et S'fiha Bousalah situés à l'extrême Sud de Babar, a précisé le même responsable à l'APS. Effectuée dans le cadre de la mise en œuvre du plan complémentaire de développement de cette wilaya, cette opération a nécessité la pose d'un réseau de distribution de 44,5 km dans un délai de quatre mois, selon la même source qui a ajouté que le projet a été exécuté par la société Kahragaz, filiale du groupe Sonelgaz, pour 211,3 millions DA. Des travaux sont en outre en cours pour relier "avant la fin du premier semestre 2023" un total de 204 forages artésiens des périmètres agricoles Oglet Labaara, Touam, Chabet Yaala, R'mila et Ksir Trab au Sud de Babar, a ajouté le chargé de communication. La société de distribution de l'électricité et du gaz à Khenchela supervise par ailleurs un autre projet de raccordement au réseau d'électricité de 957 puits artésiens de douze périmètres agricoles se trouvant sur le territoire de sept communes, est-il indiqué.

BATNA. SANTÉ

Bientôt un centre de greffe des organes

Un centre de greffe des organes sera opérationnel courant 2023 au Centre hospitalo-universitaire (CHU) chahid Touhami-Benflis de la ville de Batna, a annoncé mercredi à l'APS son directeur général, Messaoud Boulegroun. Les ultimes retouches sont actuellement apportées au bâtiment construit à l'intérieur du CHU en attendant l'opération d'équipement inscrite au titre du budget 2023, a précisé le même responsable. Ce futur centre, a souligné M. Boulegroun, est appelé à insuffler une forte dynamique aux greffes rénales qui y seront transférées alors qu'elles sont réalisées depuis leur lancement en 2014 au service des urgences médicochirurgicales, plaçant la wilaya de Batna au rang de leader dans ce type d'interventions chirurgicales à l'échelle nationale. Cet équipement sera également exploité pour les greffes de cornée et les transplantations de prothèses sur les hanches et les genoux pratiquées au CHU de Batna depuis plusieurs années, a encore indiqué le même responsable, ajoutant que les efforts seront faits pour lancer les greffes de foie. Il est également prévu de mettre en service une salle de cathétérisme au service des maladies cardiaques du CHU au cours du second semestre 2023 au terme de la formation suivie actuellement à Constantine par le staff de spécialistes qui en aura la charge, a-t-il ajouté. Les travaux sont achevés au niveau de cette salle qui vient également d'être équipée du matériel nécessaire à la faveur d'une opération qui a mobilisé 170 millions DA, a fait savoir Boulegroun qui a assuré qu'une fois opérationnelle, cette salle évitera aux malades de la wilaya de se déplacer ailleurs pour subir un cathétérisme cardiaque.

MÉDÉA. POLYCLINIQUE

DE CHAHBOUNIA

Ouverture d'un service d'hémodialyse

La polyclinique de Chahbounia, sud de Médéa, a été dotée, mercredi, d'un service d'hémodialyse appelé à assurer une meilleure prise en charge des insuffisants rénaux de la région, a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé. Cette nouvelle structure de soins, aménagée dans un délai très court, est équipée de sept (7) générateurs d'hémodialyse et d'une station de traitement d'eau devant permettre de réaliser un nombre suffisant de séances de dialyse, a-t-on expliqué. La capacité de ce service est de vingt patients/jour, avec des séances de dialyse quotidiennes de 4 à 5 heures en moyenne, renouvelable trois jours dans la semaine, a-t-on indiqué, soulignant que l'ouverture de ce service évitera, désormais, aux insuffisants rénaux résidant les communes de Chahbounia et Bouaiche de se déplacer à l'hôpital de Ksar-el-Boukhari pour suivre les séances de dialyse. Plusieurs services d'hémodialyse situés dans différents établissements hospitaliers de la wilaya de Médéa ont été dotés, durant cette année, de stations de traitement d'eau et de générateurs d'hémodialyse, dans le but d'améliorer la prise en charge des patients et d'augmenter le nombre de dialysés, a-t-on rappelé. L'opération en question a touché, d'après la même source, les services d'hémodialyse des hôpitaux de Médéa, Ksar-el-Boukhari, Ain-Boucif, Tablat, Berrouaghia et Beni-Slimane.

TIZI-OUZOU. BLOCAGE DANS LA RÉALISATION DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE SOUAMAÂ

La wilaya va prendre les mesures nécessaires

La wilaya de Tizi-Ouzou compte prendre les mesures nécessaires pour lever les contraintes qui bloquent la réalisation du projet de la zone industrielle de Souamaâ, a-t-on appris, mardi, lors d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Interpellé par les élus sur l'application d'une délibération de l'APW votée en 2019 portant "réalisation immédiate de la zone industrielle de Souamaâ", le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, a répondu qu'il fera "usage de tous les moyens" pour concrétiser ce projet. "Aujourd'hui, nous sommes interpellés pour passer à une autre vitesse et faire usage de tous les moyens dont dispose l'administration pour arriver à la concrétisation de cette zone", a-t-il dit, ajoutant que des mesures "coercitives" seront engagées contre les parties qui bloquent la réalisation du projet. Le wali a fait savoir qu'une action en justice a été engagée par les services des domaines contre quatre individus, dont l'actuel président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Souamaâ et son prédécesseur, pour "faux et usage de faux" dans une affaire de construction illécite sur le site devant abriter le projet. Créée par le décret exécutif 12-176 du 11 avril 2012, la zone industrielle de Souamaâ devrait occuper une superficie de 327 ha relevant du domaine de l'Etat. Le projet n'arrive toujours pas à voir le jour en raison, notamment, de l'opposition de citoyens du village d'Ait Zellal qui occu-



PH: DR

pent le terrain et en réclament la propriété. A noter que lors de la session de l'APW consacrée au vote du Budget primitif 2023 et à l'examen de la situation de l'investissement au niveau local, le président de l'assemblée, Mohamed Klaleche a déploré "le retard accusé par la wilaya en matière d'investissements productifs publics et privés qui constituent le moteur de la croissance, de l'emploi et du développement économique". Il a ajouté que l'APW lance un appel aux pouvoirs publics

pour la réalisation d'un "programme spécial pour l'investissement productif, l'aménagement des zones d'activité" et pour "consacrer des budgets adéquats" à cet effet.

De son côté la commission investissement, emplois et équipements publics de l'APW a présenté un rapport dans lequel elle a identifié les contraintes auxquelles fait face l'acte d'investir, dont "la non viabilisation des zones d'activité et industrielles".

NAÂMA. POUR CAUSE DES DIFFÉRENTS ENTRE SES MEMBRES Gel des activités de l'APC de Sfisifa

Les autorités de la wilaya de Nâama ont décidé dernièrement le gel des activités de l'Assemblée populaire communale de Sfisifa pour situation de blocage due à des différends entre ses membres qui ont entravé la bonne marche de cette collectivité locale, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Le wali, Derradji Bouziane, a décidé le gel de l'APC de Sfisifa et la désignation d'une instance de gestion des affaires de cette collectivité locale, présidée par le chef de la daïra, Laameri Saïd, suite à la situation de blocage relevé au niveau de cette assemblée élue. La situation de blocage est due à des différends entre les membres de l'APC qui ont entravé l'accomplissement des missions qui leur ont été confiées et la bonne marche de cette assemblée élue, ainsi que son incapacité à prendre en charge les doléances des administrés. Les membres de l'APC ont également refusé de discuter et d'adopter les différentes délibérations. La même source a ajouté que la mission de gérer les activités de la commune de Sfisifa, confiée au chef de la daïra, "ne signifie pas la dissolution de l'APC, mais s'inscrit plutôt dans le cadre de l'application de ce qui est prévu par le code communal dans le but d'assurer la prise en charge des affaires des citoyens jusqu'à la fin du blocage et la reprise des activités de l'APC et l'exercice normal par ses membres de leurs fonctions". Une réunion avait regroupé le 24 novembre dernier, au siège de la wilaya, le wali avec les membres de l'APC de Sfisifa en vue de trouver solution à la situation de blocage, mais en vain, ce qui a nécessité le recours aux solutions réglementaires de la prise en charge des affaires de la commune, a-t-on expliqué.

SKIKDA. RESSOURCES EN EAU 236 millions DA pour des projets à Collo et Ben Azzouz

Une enveloppe financière de 236 millions DA a été dégagée par la wilaya de Skikda pour le lancement de projets du secteur des ressources en eau dans les deux communes de Collo et Ben Azzouz, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Selon la même source, une enveloppe financière de 65 millions DA a été affectée au projet de rénovation d'une partie du réseau d'eau potable du chef-lieu de la commune de Collo pour éliminer les fuites et remplacer dans le même temps la conduite en amiante afin de préserver la santé des citoyens. Des instructions visant à faciliter à l'entreprise de réalisation de mener les travaux durant la nuit de sorte à éviter de bloquer le trafic automobile ont été données par la wali de Skikda au président de l'APC de Collo et à l'entreprise de réalisation pour livrer le projet "avant la prochaine saison estivale". Une autre enveloppe financière de 65 millions DA a été mobilisée pour éliminer le déversement des eaux usées à la place Ain Doula via oued Sial à Collo dont la réception est prévue "avant le début de la saison estivale prochaine", selon la même source qui a souligné que l'objectif du projet est de préserver la santé des citoyens et l'hygiène de la plage et de l'environnement. Un projet mobilisant une enveloppe financière de 106 millions DA a été également lancé dans la commune de Ben Azzouz pour éliminer le problème des rejets d'eau usée de la cité Boumaïza en milieu urbain.

BÉCHAR. AQUACULTURE

Ouverture de quatre points de vente de poissons d'eau douce

Quatre points de vente à des prix étudiés de poissons d'eau douce issus de l'aquaculture ont été ouverts à Bechar, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la Pêche et des Produits halieutiques (DPPH). Trois points de vente sont situés au niveau du marché central des fruits et légumes (chef-lieu de wilaya), alors que le quatrième est un point de vente mobile. Ils proposent aux consommateurs différentes espèces de poissons d'eau douce issus de l'aquaculture, à l'instar du Tilapia rouge, a affirmé à l'APS le directeur du secteur, Djamel Boulekhssaim. Organisée par la DPPH, la chambre inter wilaya de la pêche et de l'aquaculture et le secteur du commerce, l'opération a pour objectif d'assurer la distribution des produits frais issus des fermes aquacoles et des bassins d'irrigation des exploitations agricoles de la région, a-t-il fait savoir, ajoutant que l'initiative à généraliser à d'autres communes de la wilaya de Bechar est aussi une occasion d'encourager la consommation du poisson

d'eau douce à l'échelle locale. Une production de plus de 10 tonnes de poissons d'eau douce a été réalisée dans la wilaya de Bechar, durant la période allant du 1er janvier à la mi-octobre dernier, au niveau d'une trentaine de bassins agricoles créés dans le cadre d'un programme d'intégration de la pisciculture à l'agriculture, a relevé M. Boule-

khssaim. "Nous prévoyons dès 2025, une production annuelle de 50 tonnes de poissons d'eau douce dans les wilayas de Bechar et Béni-Abbés, et ce, à la faveur de la mise en exploitation de trois (3) importants projets de fermes aquacoles, d'une capacité de production annuelle de 20 tonnes chacune", a-t-il dit. Par ailleurs, 32 projets d'investissement en

aquaculture ont été approuvés par le secteur et seront localisés au niveau de deux zones d'activités aquacoles, a-t-on ajouté de même source. A rappeler que la zone aquacole de la commune frontalière de Béni-Ounif occupe une superficie de 61 hectares, tandis que celle de Hassi-Houari a une superficie de 50 ha.

BATNA. OLIVES

Une récolte prévisionnelle de plus de 500.000 qx

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Batna prévoit pour la saison 2022-2023, une récolte de 565.600 quintaux d'olives, à indiqué la responsable du bureau production à la DSA. Selon Mme Yasmina Adouani, la part de la production d'olive de table est estimée à 366.776 quintaux, le reste est destiné aux presses pour l'extraction de l'huile, soit 3.380.000 litres (ou 33.800 hectolitres). L'oléiculture couvre dans la wilaya de Batna une superficie de 12.850 ha dont 10.340 ha en production, dont 222 ha entrés en production cette année. L'année dernière, 2021-2022, la wilaya de Batna comptait une superficie de vergers oléicoles de 12.818 ha, dont

10.118 ha productifs, rappelle-t-on. La même responsable a déclaré à l'APS que la DSA avait réuni toutes les conditions pour mener à bien la campagne cueillette de l'olive à travers la wilaya de Batna, faisant savoir que 5.053 ha avaient été récoltés jusqu'à l'heure actuelle, donnant une récolte de 197.371 quintaux. L'extension des vergers oléicoles dans la wilaya se poursuit, notamment dans le sud du chef-lieu de wilaya, Barika, Djezzar, N'gaous, Sefiane, Seggana, Ain Touta, souligne Mme Adouani, précisant que la wilaya de Batna a enregistré durant la campagne 2020-2021, une récolte de 497.594 quintaux d'olives et une production de 5.319.700 litres d'huile d'olive.

CORÉE DU NORD

Pyongyang tire deux missiles balistiques à courte portée

La Corée du Nord a tiré deux missiles balistiques vendredi, a déclaré l'armée sud-coréenne, derniers tirs en date d'une récente série d'essais.

"Nos militaires ont repéré deux missiles balistiques de courte portée lancés par la Corée du Nord dans la mer de l'Est depuis la zone de Sunan à Pyongyang vers 16h32 (07H32 GMT) aujourd'hui", a précisé l'état-major interarmées sud-coréen, en référence à la mer également connue sous le nom de mer du Japon.

"Notre armée maintient une posture de pleine disponibilité", coopère "étroitement avec les États-Unis" et renforce "la surveillance et la vigilance." Le lancement intervient après un an d'essais d'armes sans précédent par la Corée du Nord, y compris le lancement de son missile balistique intercontinental (ICBM) le plus avancé en novembre. Les États-Unis et la Corée du Sud préviennent depuis des mois que Pyongyang s'apprête à effectuer son septième essai nucléaire. La puissante sœur du leader Kim Jong Un a également insisté plus tôt cette semaine sur le fait que le Nord avait développé des technologies avancées pour prendre des images depuis l'espace à l'aide d'un satellite espion. Les deux pays ont organisé mardi un exercice aérien conjoint et déployé un bombardier stratégique américain B-52H dans la péninsule coréenne, ont indiqué les chefs d'état-major interarmées du Sud dans un communiqué. Le bombardier lourd à longue portée faisait partie d'un exercice qui comprenait les avions militaires les plus avancés des États-Unis et de la Corée du Sud, y compris les chasseurs furtifs F-22 et F-35. Le lancement de vendredi est intervenu quelques heures après que la Maison Blanche a déclaré que Pyongyang avait livré des armes au groupe militaire



privé russe Wagner. Ce groupe est contrôlé par Yevgeny Prigozhin, un homme d'affaires jadis appelé "le chef de Poutine", pour l'organisation des dîners du puissant dirigeant.

RECORD D'ESSAIS

Dans une déclaration reprise par l'agence de presse étatique KCNA, le ministère nord-coréen des affaires étrangères a nié toute transaction d'armes avec la Russie, affirmant que cette histoire avait été "inventée par certaines forces malhonnêtes". Malgré les lourdes sanctions internationales pesant sur ses programmes d'armements, Pyongyang a bâti un arsenal de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), dont la Corée du Nord a lancé son exemplaire le plus avancé cette année, marquée par une série record d'essais d'armements. Tous ses ICBM répertoriés sont cependant à carburant liquide. Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un considère comme une priorité stratégique le développement de moteurs à combus-

tible solide en vue de fabriquer des missiles plus avancés. Les fusées à carburant liquide sont connues pour être difficiles à faire fonctionner et elles nécessitent un long temps de préparation en vue de leur décollage, les rendant plus lentes et, pour l'ennemi, plus faciles à repérer et à détruire. Les missiles à combustible solide, plus faciles et mobiles, nécessitent moins de temps de préparation et sont plus difficiles à détecter avant leur mise à feu. Parmi les objectifs dévoilés en 2021 par Kim Jong Un figure le développement d'ICBM à combustible solide qui pourraient être lancés depuis la terre ferme ou depuis des sous-marins. Le dirigeant de Pyongyang a aussi déclaré en 2022 vouloir que son pays détienne la force nucléaire la plus puissante du monde, qualifiant en septembre d'"irréversible" le statut de puissance nucléaire du Nord. Pyongyang est sous le coup de multiples sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de son programme nucléaire et de ses missiles depuis 2006.

SCANDALE DE CORRUPTION

L'eurodéputée grecque Eva Kaili reste en prison

La justice belge a ordonné jeudi le maintien en détention provisoire de l'eurodéputée grecque Eva Kaili, inculpée dans une enquête pour corruption impliquant le Qatar qui lui a déjà coûté son poste de vice-présidente du Parlement européen. La chambre du conseil de Bruxelles, devant laquelle l'élue socialiste a comparu onze jours après son incarcération, a refusé la demande d'un placement sous bracelet électronique et a "prolongé la détention préventive d'un mois", a annoncé le parquet fédéral dans un communiqué. Les avocats ont décidé de ne pas faire appel de la décision, a indiqué l'un d'eux à l'AFP, André Risopoulos. L'eurodéputée de 44 ans nie toute corruption, ont réaffirmé jeudi matin ses conseils. Ils espéraient obtenir une remise en liberté assortie d'un placement sous bracelet électronique, faisant notamment valoir sa "participation active" à l'enquête et l'absence de risque de fuite. Dans ce scandale qui a provoqué une onde de choc au Parlement européen et des tensions entre le Qatar et l'UE, Eva Kaili fait par-

tie d'un quatuor de suspects incarcérés après une inculpation pour "appartenance à une organisation criminelle", "blanchiment d'argent" et "corruption". Le 14 décembre avait déjà été décidé le maintien en prison de Francesco Giorgi, compagnon de l'eurodéputée socialiste, et de l'ancien eurodéputé Pier Antonio Panzeri, qui apparaissent aussi comme des figures clés du dossier. Un quatrième inculpé, Niccolo Figa-Talamanca, dirigeant d'une ONG, s'était vu accorder ce jour-là un placement sous bracelet électronique, mais la mesure a été suspendue car le parquet fédéral a interjeté appel. Une audience a été fixée au 27 décembre, selon son avocate. Ancienne présentatrice du journal télévisé, devenue une figure controversée du parti socialiste grec (Pasok-Kinal) - qui l'a exclue dès les premières révélations -, Eva Kaili ne cesse de démentir avoir reçu de l'argent du Qatar pour influencer ses décisions politiques. Selon une source judiciaire belge, des sacs remplis de billets de banque d'une valeur de 150 000 euros ont été découverts dans son appartement à Bruxelles. Mais

Mme Kaili "ne connaissait pas l'existence de cet argent", a affirmé son avocat grec Michalis Dimitrakopoulos, selon qui M. Giorgi aurait "trahi la confiance" de sa compagne. En Grèce, un compte bancaire commun du couple a été saisi

par la justice, ainsi qu'un terrain de 7 000 m² sur l'île de Paros acheté via ce compte, a-t-on appris jeudi de source judiciaire. Une enquête a été ouverte la semaine dernière par le parquet financier d'Athènes.

EN PLEINE DÉFERLANTE DE COVID

La Chine réquisitionne des produits médicaux

La Chine réquisitionne la production de certaines entreprises pharmaceutiques, au moment où des millions de Chinois peinent à obtenir des médicaments de base pour se soigner face à une vague sans précédent de Covid-19. Depuis 2020, Pékin imposait de strictes mesures sanitaires, au nom d'une politique dite "zéro Covid" qui a permis de protéger les personnes les plus à risque et celles peu vaccinées.

Durant près de trois ans, rares étaient ainsi les Chinois à connaître dans leur entourage une personne malade du Covid. Mais le pouvoir a mis fin sans préavis à la plupart des restrictions début décembre sur fond d'exaspération grandissante de la population et d'impact considérable sur l'économie. Depuis, les cas de Covid en Chine explosent et une grande partie des Chinois sont livrés à eux-mêmes, au moment où médicaments contre la fièvre et autotests font défaut face à une demande exponentielle. En pleine pénurie, au moins une douzaine d'entreprises pharmaceutiques ont reçu l'ordre de "garantir l'approvisionnement" en médicaments clés -- un euphémisme pour

réquisitionnement. Wiz Biotech, un fabricant de tests antigéniques à Xiamen (est), a indiqué sur son compte officiel la "réquisition" de sa production par les autorités locales. Un représentant de Wiz Biotech a confirmé la mesure à l'AFP.

À Pékin, les autorités ont envoyé en renfort du personnel chez six fabricants de kits pour les aider à "augmenter la production", selon une note de la municipalité. Ces décisions permettent de "sécuriser la production mais la logistique est encore loin d'être fluide [...] dans les hôpitaux et les pharmacies", admet Zhou Zhicheng, responsable de la Fédération chinoise de la logistique et des achats. "C'est un peu la pagaille" à cause d'"achats excessifs" et de gens qui "commandent en double", déplore auprès de l'AFP M. Zhou. "Toute ma famille est malade et je n'arrive pas à acheter de médicaments contre la fièvre", peste Yanyan, 32 ans, une employée de Chengdu (sud-ouest), immense métropole connue pour ses pandas. Jeudi, une douzaine de pharmacies contactées par l'AFP aux quatre coins de la Chine ont fait part de pénuries de médicaments contre la fièvre.

CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC

Des experts de l'ONU pointent la responsabilité du Rwanda

Déjà sous pression de chancelleries occidentales, le Rwanda se retrouve accusé dans un nouveau rapport des Nations unies d'avoir mené des opérations militaires dans l'est de la République démocratique du Congo, et d'avoir fourni "des armes, des munitions et des uniformes" à la rébellion du M23. Ce rapport, non encore publié mais consulté jeudi par l'AFP, intervient alors que les affrontements se poursuivaient jeudi à une soixantaine de kilomètres au nord de Goma entre des milices et le M23, malgré plusieurs tentatives de cessez-le-feu et deux initiatives de discussion à Luanda et Nairobi, engagées par les pays de la région. Dans ce document, des experts mandatés par l'ONU affirment avoir collecté des "preuves substantielles" démontrant "l'intervention directe des forces de défense rwandaises (RDF) sur le territoire de la RDC", au moins entre novembre 2021 et octobre 2022.

Ce nouveau rapport, qui doit être publié dans les prochains jours, émerge alors que, depuis la relance de son offensive en octobre, la rébellion tutsi du M23 (Mouvement du 23 mars) a conquis de vastes pans du territoire du Nord-Kivu, province congolaise frontalière du Rwanda, entraînant une brutale montée de tension entre Kinshasa et Kigali. Le Rwanda est accusé par Kinshasa, les États-Unis et plusieurs pays européens de soutenir le M23. Kigali dément et accuse en retour la RDC d'instrumentaliser le conflit à des fins électorales et d'avoir "fabriqué" un massacre qui, selon une enquête des Nations unies, a été commis par le M23 et a coûté la vie à 131 civils. Interrogé sur ce rapport, le département d'État américain a exprimé sa préoccupation et a appelé toutes les nations à respecter "l'intégrité territoriale" de la RDC.

"L'entrée de forces étrangères en RDC doit se faire de manière transparente avec le consentement et en coordination avec la RDC, et doit être notifiée au préalable au Conseil de sécurité conformément aux résolutions de sanctions existantes de l'ONU pour la RDC", a déclaré un porte-parole du département d'État. Les États-Unis ont déclaré à plusieurs reprises que les allégations de soutien rwandais aux rebelles du M23 étaient crédibles.

TR ORAN

La pièce "Ma kabl Ennour" braque la lumière sur l'attentat de la sinistre OAS

La générale de la pièce théâtrale "Ma kabl Ennour" ("Avant la lumière") a été donnée mercredi au théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran dénonçant l'odieux attentat à la voiture piégée commis par l'OAS (organisation de l'armée secrète française) à la place "Tahtaha" au cœur du quartier populaire Mdina Jdida.

La pièce théâtrale, écrite et mise en scène par Yahia Benhamou, traite du crime de cette organisation terroriste en faisant exploser deux voitures piégées sur la place Tahtaha, un 28 février 1962, correspondant au 23ème jour du mois de Ramadhan, alors que les lieux étaient bondés de passants qui faisaient leurs derniers achats avant la rupture du jeûne. Les pertes en vie humaines étaient nombreuses. "Cette pièce est la première œuvre qui aborde le thème de ce crime odieux", a souligné le metteur en scène Benhamou, ajoutant que la trame met également en exergue le rôle des personnalités historiques, culturelles et religieuses qui ont milité pour l'indépendance du pays afin de préserver l'identité nationale que le colonisateur français a tenté d'effacer à jamais. Sept comédiens ont évolué dans cette pièce produite par la troupe "Nouveau Théâtre" d'Oran et



chacun d'eux a campé trois rôles. Les comédiens et les techniciens sont des étudiants du Département des arts dramatiques de l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella, a-t-on indiqué. La pièce se compose de 12 tableaux qui retracent l'épopée du peuple algérien dans sa lutte contre le colonialisme français et les crimes de la sinistre OAS. Chaque tableau met en lumière une des étapes historiques que l'Algérie a connues depuis l'indépendance. Le rideau final tombera sur la scène dans laquelle un groupe de scouts procède à la levée des couleurs nationales sur la place "Tahtaha", en hommage aux chou-

hada. Pour approfondir cette narration épique, le metteur en scène a eu recours à la déclamation de poèmes dans le genre Melhoun et à la musique oranaise, en intermède, mixée avec le genre moderne signés par Mohamed Imad Eddine Hamzaoui et à des mouvements chorégraphiques expressifs. La troupe "Nouveau Théâtre" d'Oran active depuis 2018. Elle a, à son actif, trois productions, "Ana Oua la Ana", "Meristan" et "Sayid Hwa". Cette dernière œuvre a remporté le prix de la meilleure représentation complète au festival international du théâtre "Omar Khalifa" de Tunis, rappelle-t-on.

COLLOQUE

La poésie populaire et la chanson bédouine ont contribué à la sauvegarde de la mémoire nationale

Les participants au 1er colloque national sur la poésie populaire et la chanson bédouine, clôturé jeudi à la maison de la culture Abdelmadjid-Chafaâi de Guelma, ont mis l'accent sur "le rôle de la poésie populaire et de la chanson bédouine qui ont contribué de façon remarquable à la sauvegarde de la mémoire nationale".

"Les participants au colloque ont insisté, trois jours durant, sur le message central, à savoir la nécessaire sauvegarde des arts populaires, notamment la poésie et la chanson bédouine qui demeurent intimement liés à la transmission de la mémoire nationale", a souligné, à ce propos, le poète Brahim Afifi, président de l'association "Culture et Arts" de Guelma, organisatrice du colloque en coordination avec la Direction de la culture et des arts de la wilaya, rappelant que cette 1ère édition du colloque a rassemblé 30 poètes venus de 14 wilayas, avec des troupes de chanteurs bédouins de M'sila, Souk Ahras et de Guelma. Le colloque, a-t-il indiqué, "a donné l'occasion aux connaisseurs de la poésie populaire et de la chanson bédouine de se rencontrer et d'échanger des expériences sur la thématique de la langue de leurs créations qui portent de façon privilégiée sur les épreuves, les événements et les étapes historiques marquantes vécus par le peuple". Pour sa part, le chanteur du

genre bédouin, Abderrachid Merniz de M'sila, a animé un tour de chant de clôture du colloque, placé sous le slogan "La poésie populaire et la chanson bédouine enluminent l'identité, l'histoire et la mémoire", il a déclaré, à cette occasion, que "les arts populaires, en particulier la poésie et la chanson bédouine, demeurent le mode d'expression privilégié du sentiment d'appartenance nationale". Le

chanteur a interprété une chanson sur les massacres du 8 mai 1945 qui ont marqué les régions de Kherrata, Sétif et Guelma. Le poète Miloud Ali Arioua, membre de l'association du patrimoine populaire de la wilaya de M'sila, a considéré qu'un tel colloque permet de "relancer les arts populaires et inciter les poètes à produire davantage en conservant l'authenticité de cet art". Le 1er colloque national sur la

poésie populaire et la chanson bédouine de Guelma a donné lieu, trois jours durant, à des récitals de poésies, alternés par des tours de chants interprétés par des troupes bédouines. Le programme a prévu également des conférences sur les arts populaires. Le colloque a été clôturé par une randonnée de découverte des sites historiques et naturels de la région au profit des participants.

SOUPÇONNÉ D'AVOIR VENDU DES FAUX DE GRANDS MAÎTRES

Un marchand d'art mis en examen en France

Le collectionneur d'art franco-italien Giuliano Ruffini, recherché par la justice française dans le cadre d'un trafic au long cours de faux tableaux de grands maîtres, a été mis en examen mi-décembre à Paris, a appris l'AFP mercredi de source judiciaire. Selon cette source, confirmant The Art Newspaper, M. Ruffini a été mis en examen le 16 décembre pour tentative d'escroquerie, blanchiment aggravé, tromperie sur les qualités substantielles d'une marchandise et escroquerie en bande organisée. Il a été assigné à résidence sous surveillance électronique, a précisé la même source. Giuliano Ruffini, 77 ans, est soupçonné d'avoir trompé des musées, des maisons de vente aux enchères et des particuliers en leur vendant des toiles présentées comme les œuvres de grands maîtres, mais qui se sont avérées être des faux.

Il s'était rendu mi-novembre à la police à Castelnovo ne' Monti, une ville située dans la région de Reggio Emilia, dans le centre de l'Italie, avait annoncé son avocat Paul Le Fevre dans un communiqué. Selon les médias italiens, Giu-

liano Ruffini, qui réside à proximité, avait été arrêté. L'avocat avait alors souligné par la même occasion "l'indigence des éléments à charge" visant son client. L'arrestation de Giuliano Ruffini avait eu lieu à l'issue d'un marathon judiciaire de plusieurs années afin d'obtenir son extradition en France, après l'ouverture d'une enquête en 2014 et l'émission cinq ans plus tard d'un mandat d'arrêt européen. Un tribunal de Milan a donné son feu vert il y a deux ans à la remise de M. Ruffini à la justice française afin qu'il y réponde d'accusations de fraude et de contrefaçon, mais son transfert a été suspendu en attendant l'achèvement d'une procédure judiciaire parallèle en Italie pour évasion fiscale. En mai, Ruffini a été acquitté dans ce procès pour évasion fiscale. Bien connu dans le monde des arts, Ruffini a vendu des dizaines de tableaux depuis les années 1990, dont des œuvres attribuées à de grands maîtres de l'histoire de la peinture comme Le Greco à des musées européens prestigieux, dont Le Louvre à Paris, souvent en ayant recours à des intermédiaires.

SOUK AHRAS

24 participants au concours de photographie

Vingt-quatre (24) photographes professionnels et amateurs participent au concours de photographie ouvert jeudi après-midi à la maison de la culture Tahar Ouettar de Souk Ahras. Initiée conjointement par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et la maison de la culture, cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 24 décembre a été ouverte par les autorités de wilaya en présence de photographes et d'intellectuels. Cette activité d'animation culturelle tenue sous le slogan "la photo : beauté et communication entre les générations" vise à valoriser les talents des jeunes photographes, a indiqué le directeur de la culture et des arts, Tahar Arris, qui a estimé que ce concours prépare le terrain pour l'organisation d'autres salons nationaux et régionaux. Placée sous l'égide du ministère de la Culture et du wali de Souk Ahras, la manifestation présente au public des photos à dimension touristique, mettant en valeur la nature pittoresque du pays, ses traditions de ses habitants ainsi que ses sites historiques et archéologiques dont ceux de Souk Ahras. Selon les organisateurs, le concours qui encourage la créativité chez les jeunes sera clôturé samedi par le décernement de cinq prix récompensant les lauréats des trois premières places en plus du prix du jury et du prix du plus jeune participant.

BOUIRA

Des enfants nombreux à la pièce théâtrale "Zahrat El-Hayat"

La pièce théâtrale "Zahrat El-Hayat" (La fleur de l'âge), du metteur en scène Aït Kaci Abderrahmane, a été présentée jeudi en fin d'après-midi à la bibliothèque principale de la ville de Bouira en présence d'un public nombreux. Produit par la troupe de l'Association Ouled Leblad sous un aspect dramatique, le spectacle théâtral a retracé le sacrifice de toute une famille avec ses six enfants, habitant en pleine forêt, et qui ont réussi à surmonter les dangers de la nature pour trouver un remède pour leur mère malade. "Il s'agit d'un conte de fée imaginaire destiné aux enfants. Le but du travail théâtral est de montrer au public présent la valeur du sacrifice de l'homme pour protéger sa famille et pour lui procurer de la joie et du bonheur", a expliqué le metteur en scène, Aït Kaci, à l'APS. La pièce a été présentée pour la première fois dans la salle des spectacles de la bibliothèque principale de la ville de Bouira, en présence d'un grand public, dont plusieurs familles en compagnie de leurs enfants, venus assister à ce spectacle, qui a connu un franc succès. "Nous avons choisi de la présenter un jeudi car il coïncide avec le début des vacances scolaires, qui permettraient aux enfants d'y assister avec leurs familles. C'est pour la première fois que nous présentons ce travail théâtral, qui sera aussi joué samedi prochain à Bordj Bou Arréridj, puis à Batna", a fait savoir de son côté le comédien Aït Kara Amine, président de l'Association Ouled Leblad. Les comédiens Fatah Mokhtari et Ali Guettal ont eux aussi participé à cette pièce théâtrale fortement appréciée et applaudie par le public présent. "Sincèrement, bravo pour la troupe Ouled Leblad pour ce magnifique spectacle plein de sens et de valeurs sociales et humaines", a déclaré Salima, une quadragénaire accompagnée de ses deux enfants.

Les courses en direct



**CAGNOTTE
AU QUINTÉ**

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHCHICHE - ALGER
SAMEDI 24 DÉCEMBRE 2022 - PRIX : CEMARONE- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ-QUINTÉ

Tout droit vers une deuxième cagnotte

L'hippodrome du Caroubier réussit encore une fois à faire le plein avec ce prix Cemarone réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur n'ayant pas gagné une course depuis avril passé qui nous propose un quinté conçu avec un lot tellement homogène qu'on ne peut écarter que la pouliche Hayla qui n'a aucune chance de figurer. Pour cela, nous ne pouvons que vous conseiller de bien lire nos commentaires. En conclusion, je trouve que l'arrivée de ce quinté se dirige tout droit vers une autre cagnotte.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- NASR WATEN.** Ce cheval court dans son parcours préféré, quoiqu'il porte un gros poids, il reste assez difficile à négliger. Méfiance.
- AMJAD.** Il n'aura pas la tâche facile en pareille compagnie. Peut probable.
- DRAA ERIH MANSOUR.** Comme ses dirigeants ne l'ont pas confié à son jockey fétiche, il reste difficile à situer. Au mieux il sera cinquième.
- SAMAN.** Sur ce parcours, il garde des chances intactes pour les places. Assez probable.
- YOUNNA DILMI.** Cette jument n'est jamais loin des premiers, elle peut décrocher un accessit avec ce lot.
- FIZANE.** Ses performances plaident en sa faveur, on ne peut lui faire un interdit pour une cinquième place.
- HAYLA.** Rien à voir.
- ASAFA DE TUNE.** Cette vieille jument est une bonne finisseuse, au mieux de sa forme elle aura toutes les chances de figurer dans les cinq du quinté.
- GHAFLA.** Cette pouliche risque de trouver ici une plus forte opposition. Tâche assez délicate.
- HIRAK DE BERRAH.** Ce poulain n'est pas là pour faire de la figuration, il est capable de disputer les meilleures places du podium.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. HANNACHI	1	NASR WATEN	A. HAMIDI	58	11	H. DHEBBAR
B. BENARBARIA	2	AMJAD (0)	AB. BOULESBAA	58	2	AB. BOULEBAA
M. GHELLAB	3	DRAA ERIH MANSOUR	F. BENDJEKIDEL	58	15	ABM. BOUBAKRI
S. ROUICHI	4	SAMAN (0)	H. RAACHE	58	9	PROPRIÉTAIRE
AZ. LEHAS	5	YOUNNA DILMI	AH. CHABBI	57	6	PROPRIÉTAIRE
A. SAADOUN	6	FIZANE	AB. ATTALLAH	56	12	PROPRIÉTAIRE
K. HAIL	7	HAYLA	B. BENSALD	55	14	PROPRIÉTAIRE
AB. AMMARI	8	ASAFA DE TUNE	AM. BENDJEKIDEL	55	17	A. CHELLAL
D. HAMANI	9	GHAFLA	S. BENYETTOU	55	8	S. ROUANE
S. BERRAH	10	HIRAK DE BERRAH	CH. ATTALLAH	55	4	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	11	RIKHTAL EL HIDHAB	A. HEBRI	55	10	PROPRIÉTAIRE
M. MIRENNAS	12	BOUCHRA DE DILMI	O. CHEBBAH	55	5	B. DEIFOUS
M. ZIDELKHIR	13	DINARZED D'HEM	JJ:CH. CHAABANE	55	16	A. ROUBAH
HARAS DE LAHBIL	14	AMEL EL HABIL (0)	T. ALI OUAR	54	18	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	15	DOREZ	AP:YY. MOUISSI	54	3	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	16	FADHEL	A. YAHIAOUI	54	7	PROPRIÉTAIRE
H. DJAIET	17	BADINA	JJ:SH. BENYETTOU	53,5	13	PROPRIÉTAIRE
D. AFFANE	18	GALBANE D'HEM	JJ : MD. ASLI	53,5	1	AD. FEGHOULI

11. RIKHTAL EL HIDHAB. C'est un cheval qui fait du course parcours. On ne peut le confirmer. Outsider moyen.

12. BOUCHRA DE DILMI. Après une troisième course consécutive, je crains qu'elle ne va pas réussir un bon parcours. Tâche assez délicate. Outsider moyen.

13. DINARZED D'HEM. En dernier lieu, elle a faibli à la rentrée de la ligne droite. Outsider.

14. AMEL EL HABIL. peu probable.

15. DOREZ. Outsider assez intéressant.

16. FADHEL. Il va faire partie des meilleurs du lot. Il peut même disputer la victoire.

17. BADINA. Tâche assez difficile.

18. GALBANE D'HEM. Notre outsider préféré.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

16. FADHEL - 4. SAMAN - 10. HIRAK DE BERRAH - 18. GALBANE D'HEM - 13. DINARZED D'HEM

LES CHANCES

15. DOREZ - 14. AMEL EL HABIL

Le rover

Perseverance de la NASA dépose un premier échantillon sur le sol martien

Le rover Perseverance de l'agence spatiale américaine NASA a déposé mercredi un échantillon de roche à la surface de Mars, marquant une première étape historique dans le projet de la NASA de rapporter sur Terre des échantillons martiens. L'échantillon a été placé dans un tube en titane. Au cours des deux prochains mois, le rover en déposera dix au total dans une zone sélectionnée, établissant ainsi le premier dépôt d'échantillons de l'humanité sur une autre planète, a déclaré l'agence spatiale. Le projet prévoit que Perseverance mette à disposition ces échantillons d'un futur atterrisseur robotisé. Ce dernier, à son tour, devra les placer dans une capsule de confinement à bord d'une petite fusée qui rejoindra l'orbite de Mars. Là, un autre vaisseau spatial récupérera les échantillons pour les ramener en toute sécurité sur Terre, selon la NASA. Le dépôt servira donc de solution de secours si le rover n'arrive pas à livrer ses échantillons au futur atterrisseur. Dans ce cas, une paire de petits hélicoptères sera utilisée pour terminer le travail, a expliqué la NASA. Pour rappel, Perseverance a prélevé deux échantillons sur chacune de ses cibles rocheuses, dont un exemplaire doit être déposé au sol et l'autre rester à l'intérieur du rover. Le rover avait quitté la Terre le 30 juillet 2020 et atterri sans encombre sur Mars en février 2021. Il s'agit du premier engin de ce type à apporter sur Mars un système de mise en cache d'échantillons qui conditionnera des prélèvements jugés prometteurs en vue de leur retour sur Terre lors d'une prochaine mission. Un objectif clé de la mission de Perseverance sur Mars est l'astrobiologie, notamment la recherche de traces d'une vie microbienne ancienne.

Grippe aviaire en France : 2 millions de volailles abattues en décembre

Le ministère de l'Agriculture français a annoncé jeudi son objectif de lancer la première vaccination de volailles contre la grippe aviaire à l'automne 2023, espérant disposer d'ici là d'un vaccin suffisamment efficace et autorisé par l'Union européenne. Cette épizootie, qui décime depuis plusieurs années poulets, canards et dindes dans les élevages, s'accélère à la faveur de l'hiver, et a conduit à l'euthanasie de près de deux millions d'oiseaux en décembre, portant à 3,3 millions le total des abattages en France depuis le 1er août.

Quatre blessés dans une explosion de gaz dans un appartement à Souidania (Alger)

Une explosion de gaz, survenue jeudi dans un appartement sis à la cité 2000 logements dans la commune de Souidania (Alger), a fait quatre (04) blessés à différents degrés de gravité, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Aux environs de 11h, une explosion de gaz de ville s'est produite dans un appartement du premier étage d'un immeuble de 5 étages sis à la cité 2000 logements dans la commune de Souida-

nia, faisant quatre (04) blessés à différents degrés de gravité, a déclaré à l'APS le chargé de l'information à la direction générale de la Protection civile, le capitaine Mourad Yousfi. Il s'agit d'une mère (39 ans) et de trois de ses enfants (deux filles et un garçon) âgés de 3 à 10 ans auxquels les premiers soins ont été prodigués sur place avant leur transfert aux deux établissements hospitaliers de Douéra et de Bab El-Oued, ajoute la même source.



La cuisine algérienne trône sur l'Afrique et le monde arabe



Le classement que vient d'établir le site spécialisé TasteAtlas, a de quoi rendre fiers les Algériens du succès retentissant de leur cuisine sur l'échelle africaine et arabe. En effet, si la cuisine italienne se place à la tête du podium, les plats algériens ne sont pas du reste. Dans ce TasteAtlas, la cuisine algérienne occupe la 34e place parmi 95 autres cuisines de différents pays. Ainsi, le « TasteAtlas Awards 2022 » place la cuisine algérienne en première position en Afrique et dans le monde arabe, en réussissant la note de 4.07 sur 5.

Argentine : un 131^e enfant "volé" sous la dictature retrouvé

Les Grands-mères de la Place de Mai en Argentine ont annoncé jeudi avoir "retrouvé" un nouvel enfant volé sous la dictature (1976-1983) à un couple détenu en 1977 puis disparu, le 131e petit fils à récupérer son identité, et le premier depuis plus de trois ans. "Avec bonheur, nous annonçons une nouvelle restitution d'identité" ont annoncé les "Abuelas" (grands-mères) dans un communiqué. "Comme si cette fin d'année voulait exaucer tous nos souhaits" ont-elles écrit en référence à la Coupe du monde. "Après presque trois ans, nous célébrons une fois de plus la découverte d'un petit-fils". La présidente emblématique des Abuelas, Estela de Carlotto, a indiqué en conférence de presse que le "petit-fils N. 131" était âgé de 44 ans, et enfant d'ex-militants marxistes Lucia Nadin et Aldo Quevedo, originaires de Mendoza, et déte-

nus à Buenos Aires en octobre 1977. La jeune femme d'alors 19 ans était enceinte de près de trois mois. Estela de Carlotto, toujours énergique à 92 ans, a estimé qu'il était vraisemblable que le petit-fils 131, soit né à l'ESMA, l'Ecole de mécanique de la Marine, dont une aile devint le centre de détention et de torture le plus tristement célèbre de la dictature. C'est de cette ex-ESMA, devenue un musée et Espace de la Mémoire qu'elle a annoncé la découverte du "N.131", qui était absent. Il faut généralement du temps, le temps pour un enfant retrouvé de digérer sa "vraie" identité, avant qu'il ne se présente. "Cet homme a accepté de réaliser l'examen (ADN) et hier (mercredi) la Banque nationale de données

génétiques a annoncé l'heureuse nouvelle : il est le fils de Lucia Nadin et d'Aldo Quevedo", a déclaré Mme de Carlotto, en montrant une photo du couple. Sous la dictature militaire, des centaines d'enfants - les estimations tournent entre 300 et près de 500 - ont été "appropriés", nés d'une mère en détention puis disparue, et donnés à un foyer qui voulait ou ne pouvait avoir d'enfant, souvent proche du régime, dans l'idée aussi de voir élever un enfant "bien pensant" politiquement. Au long de 45 ans de recherche, 130 cas avaient été "résolus" jusqu'à ce jeudi - c'est-à-dire que l'identité originelle de l'enfant a été restituée. Souvent donnant lieu à d'émouvantes retrouvailles, parfois aussi

après la mort. Mais rien, aucune restitution, depuis celle du "numéro 130", en juin 2019. Les restitutions s'étaient raréfiées ces dernières années, la faute en partie à la pandémie de Covid, qui a pendant de longs mois rendu les contacts et les recherches difficiles. Aussi l'organisation "Abuelas", portée désormais par une jeune génération d'activistes, a relancé ces derniers mois les sessions dites "d'approche spontanée", se déplaçant en province, invitant quiconque aurait des doutes sur son identité à venir parler, en toute confidentialité, à des conseillers formés pour la circonstance. Ensuite, si les soupçons se confirment, un test ADN est proposé.

Saisie de près de 2 millions DA en faux billets à M'Sila

Une somme de près de 2 millions DA en faux billets a été saisie et une personne a été arrêtée à M'Sila, par les éléments de la brigade économique relevant de la sûreté de wilaya, a indiqué, vendredi la cellule de communication de ce corps de sécurité. L'affaire a été traitée suite à des informations parvenues à la brigade économique de la sûreté de wilaya de M'sila faisant état de la présence d'une personne faisant circuler de la fausse monnaie et son utilisation dans ses échanges commerciaux, a précisé la même source, expliquant que le suspect a été arrêté en possession de la somme d'un (1) million 970 000 DA en faux billets. Malgré la tentative du suspect de brûler les faux billets pour effacer les traces de son crime, les enquêteurs ont pu restituer une partie de la dite somme, a-t-on indiqué à la sûreté de wilaya. Présenté devant les instances judiciaires sous le chef d'inculpation "falsification et mise en circulation dans le marché national de la fausse monnaie", l'accusé a été placé en détention provisoire, a-t-on conclu.

MISE AUX POINGS

«Nous avons franchi des pas considérables sur la voie de l'édification de l'Algérie nouvelle, mais nous n'avons pas encore terminé»,

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Samedi 24 décembre 2022

23 °C / 11 °C

Dans la journée : Nuageux
Vent : 8 km/h
Humidité : 59%

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 7 km/h
Humidité : 73%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Samedi 30 jourmada el oula 1444

Dohr : 12h48
Assar : 15h19
Maghreb : 17h40
Îcha : 19h05

Dimanche 1er jourmada el thani 1444
Sobh : 06h26
Chourouk : 07h59

MADRID ET RABAT FACE AU DRAME DE MÉLILLA

Un nouveau rapport accablant dévoilé aujourd'hui

L'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) organise, aujourd'hui, une conférence de presse pour faire la lumière sur les événements dramatiques de la mort, juin 2022, de migrants, sur les deux côtés des frontières de la ville Melilla, entre le Maroc et l'Espagne.

C'est à travers la publication d'un rapport sur les procès inéquitables, disparitions forcées et violations graves par les forces de l'ordre marocaines, contre les migrants africains détenus dans le cadre du drame de Melilla/Nador, ayant conduit à la mort de dizaines d'entre eux sur le territoire marocain alors que d'autres, par la police espagnole, de l'autre côté de la frontière, en Espagne. L'association va également organiser, dimanche, un sit-in pour dénoncer les politiques d'immigration meurtrières menées par le Maroc et l'Espagne et afficher sa solidarité avec les victimes du drame du vendredi 24 juin. L'AMDH a précisé dans un communiqué que la commémoration, cette année, de la Journée internationale des migrants vise à œuvrer à "ne pas clore ce dossier avant qu'une enquête impartiale soit ouverte par des instances indépendantes, afin de déterminer les responsabilités et juger tous ceux qui sont impliqués dans ce crime". À cet égard, l'association marocaine a, une nouvelle fois, mis l'accent sur la responsabilité de Rabat et de Madrid dans la disparition forcée de migrants lors des événements du vendredi noir ayant fait des dizaines de morts, brutalement tués par la police marocaine alors qu'ils tentaient



d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla depuis le Maroc. Dans ce contexte, elle a souligné que "l'année 2022 a été marquée par l'adoption de politiques migratoires basées principalement sur l'approche sécuritaire (...), ce qui a non seulement conduit à la détérioration des conditions économiques, sociales et culturelles et la violation des droits fondamentaux des migrants (droit au logement, à la santé et à la libre circulation...) mais aussi à la violation du droit sacré à la vie, ainsi qu'à la disparition de nombreuses personnes dont le sort est encore inconnu, en plus des procès inéquitables, des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et d'innombrables violations".

"La question de l'immigration et de l'asile au Maroc a connu plusieurs violations graves - affectant en particulier les migrants

issus de l'Afrique subsaharienne - dont la plus importante est celle liée aux événements douloureux qui se sont déroulés dans la région de Nador, à la frontière avec l'enclave espagnole de Melilla", souligne l'AMDH, relevant que ces événements constituaient une violation du droit sacré à la vie. L'association Wmarocaine a, en outre, indiqué que son antenne à Nador a signalé "de nombreux manquements, violations et pratiques qui ont caractérisé le comportement des pouvoirs publics (marocains), notamment en ce qui concerne le traitement réservé aux demandeurs d'asile et les migrants avant, pendant et après la tragédie de Melilla". Ainsi, elle a fait état de 87 migrants et demandeurs d'asile maintenus en détention (leurs peines vont de 8 mois à trois ans) suite à des "procès marathon entachés de nombreuses violations et abus et dans lesquels les conditions et garanties d'équité ont été violées, en plus de centaines de migrants déportés après usage de la force et de la répression par les autorités marocaines, avec la complicité des autorités espagnoles". D'autre part, l'Association marocaine des droits de l'Homme a condamné le régime du Makhzen pour ses atteintes aux libertés dans le Royaume et la poursuite des restrictions aux droits civils et politiques, appelant à la libération des prisonniers politiques et des prisonniers d'opinion.

R.I./APS

L.Zeggane

EN RAISON D'UNE GRÈVE DES SERVICES ANGLAIS DES FRONTIÈRES

Air Algérie : perturbation des vols de et vers Londres

Air Algérie a annoncé des perturbations sur les vols en provenance et à destination de la capitale anglaise, Londres, en raison d'un préavis de grève déposé par les services anglais des frontières, a indiqué, hier, la compagnie nationale dans un communiqué. En effet, les vols d'Air Algérie, AH2054 / 2055, au départ et en provenance de Londres connaissent des perturbations (retards, maintien des passagers à bord...) et ce, depuis hier, jusqu'au 25 décembre, alors que d'autres sont prévues du 28 au 30 du mois courant suite à un préavis de grève annoncé par l'agence de contrôle frontalier du Royaume-Uni, Border Force. Selon la même source, « Suite au préavis de grève déposé par les services des frontières (Border Force), Air Algérie informe que ses vols AH 2054/2055 au départ et en provenance de Londres, « du 23 au 25 décembre et du 28 au 30 décembre 2022, connaîtront des perturbations (retards, maintien des passagers à bord...) ».

L. Z.

L'AUTEUR ETAIT DÉJÀ CONDAMNÉ POUR TENTATIVE D'HOMICIDE A L'ENCONTRE DE MIGRANTS

Trois morts et trois blessés dans une fusillade à Paris

Trois personnes ont été tuées et trois autres blessées, hier vendredi, dans la capitale française, suite à des coups de feu localisés à la rue d'Enghien, dans le Xe arrondissement, rapporte le « Parisien ». Parmi les blessés, un se trouve en urgence absolue alors que le tireur présumé, dénommé William M., a été interpellé, selon une source policière citée par des médias. « Il y a trois décédés, une personne en état d'urgence absolue, deux personnes en état d'urgence relative et le mis en cause qui a pu être interpellé, est également blessé, notamment au visage », a confirmé la procureure de la République de Paris. Le suspect, William M., âgé de 69 ans, a ouvert le feu en direction de plusieurs personnes. De nationalité française, il s'agirait d'un retraité de la SNCF, où il exerçait comme conducteur. Lors de son interpellation, les forces de l'ordre ont mis la main sur l'arme qui lui a servi à tirer. On ignore tout pour l'heure de ses motivations, précise le Parisien qui, selon ses informations, cet homme était sous contrôle judiciaire et avait pour interdiction de détenir une arme. Il avait même été condamné par le passé pour tentative d'homicide dans un centre pour migrants. Par ailleurs, précisent les mêmes sources, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, s'est déplacé sur les lieux du drame. La visite du membre du Gouvernement a même tourné au vinaigre. De violentes échauffourées ont éclaté entre manifestants et les éléments des forces de l'ordre servant de cordon de sécurité pour Darmanin.

R. I.

SACRÉE « STARTUP OF THE YEAR 2022 » NOVEMBRE DERNIER À LONDRES

La plateforme algérienne « Lablabee » honorée par l'ANPT

L'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) a honoré, jeudi à Alger, l'équipe oranaise fondatrice de Lablabee, sacrée novembre dernier, « Startup of the year 2022 » à Londres (Royaume Uni). La startup a été honorée au niveau du Cyberparc de Sidi Abdallah à l'occasion d'un événement dédié à la solution développée par cette entreprise spécialisée dans le domaine des télécommunications à savoir l'infrastructure « Telco Cloud ». La plateforme Lablabee propose, une solution innovante et révolutionnaire pour l'industrie des télécommunications, permettant, à moindre coût, de rendre l'apprentissage et la pratique des nouvelles technologies accessibles à tous et partout, simplifiant considérablement leurs efforts de perfectionnement ou de requalification » a précisé un des fondateurs. Il s'agit de « former le capital humain grâce à des laboratoires virtuels de formation spécialisés dans des domaines aussi stratégiques que la 5G, l'Intelligence artificielle, le Cloud et l'internet des objets, et dont les équipements physiques sont très onéreux », a-t-il ajouté. Fondée à Oran par deux ingénieurs en télécom, Samir Tahraoui et Mahfoud Sidi Ali Mebarek, Lablabee a été élue startup de l'année 2022, lors de la 24e édition du Total Telecom Congress tenue en novembre dernier à Londres, par le prestigieux World Communication Awards qui prône l'innovation et l'excellence dans le secteur des télécommunications et du numérique mondiales. De son côté, le directeur général par intérim de l'ANPT, Sid-Ahmed Benarbia, s'est félicité du couronnement de Lablabee, dont l'ANPT était l'incubateur, rappelant que son agence tend à promouvoir et encourager la création de startups innovantes et créatrices de richesse.

SOUS-RIRE

Elon Musk annonce qu'il va quitter son poste à la tête de Twitter

